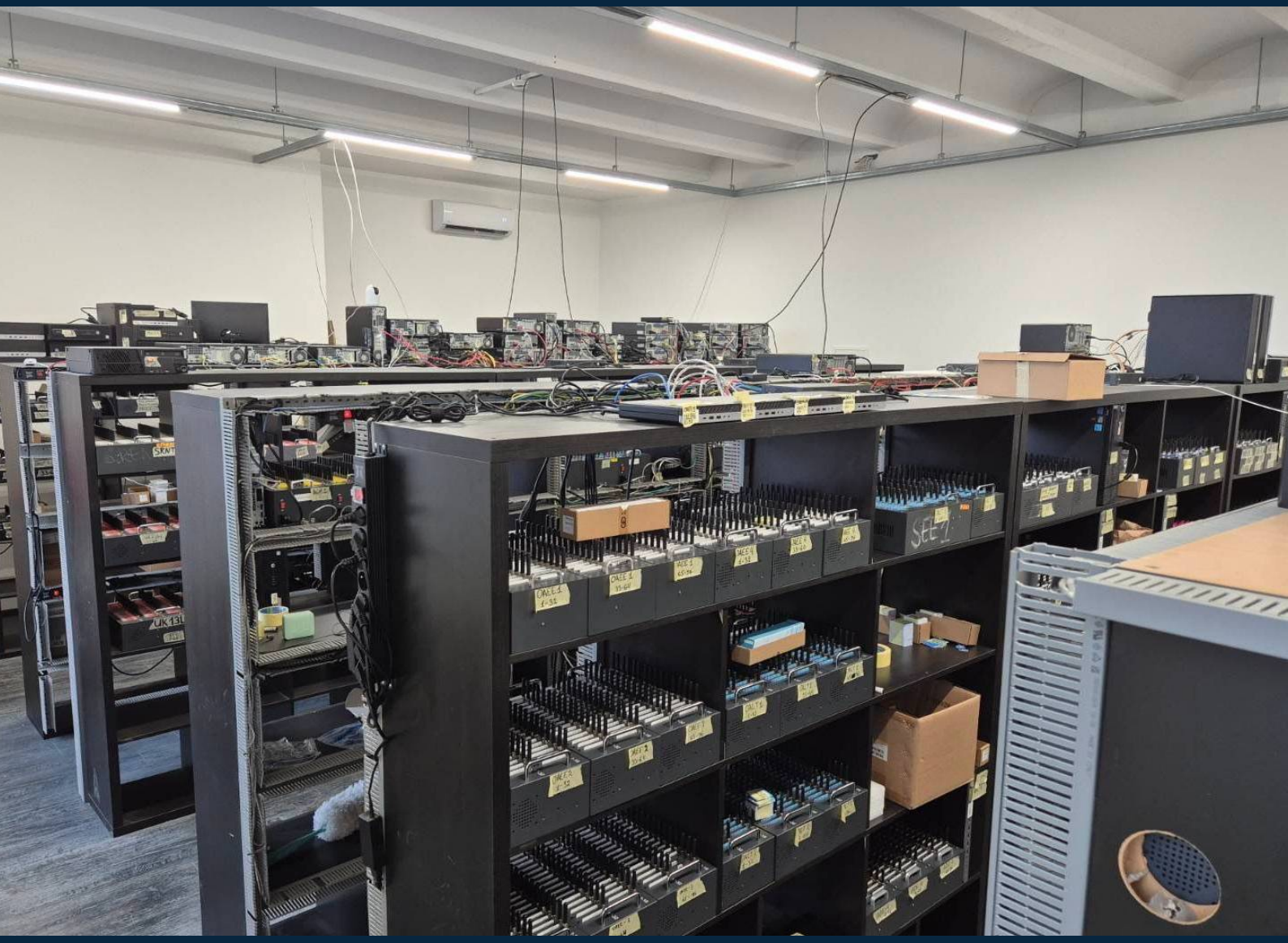
Photo : SIMCARTEL, Europe, 2025. Europol / police lettone, S45. Aucun site congolais représenté.



RDC / POLITIQUE / ÉCONOMIE / CULTURE

LES ARMÉES NUMÉRIQUES

Réseaux, argent et fabrication de la popularité.

Étude socio-économique et cyber · 20 octobre 2026



REJOIGNEZ NOS CYBERASTERS

cyberastre.com/joinus

Cyberastre #ReadyForward

Un dossier. Sept questions.

01 **Comprendre** — 03
Définir les actes et les degrés de preuve

02 **RDC : les pièces** — 08
Relier réseau, messages, publicité et limites

03 **L'économie des réseaux** — 15
Décomposer les moyens, le travail et les prix

04 **Comparer sans confondre** — 23
Comparer les cas et les traces financières

05 **Les marchés de l'attention** — 29
Avis, musique, streaming et revenus

06 **Règles et pouvoirs** — 35
Plateformes, droit congolais, États et libertés

07 **Agir et mesurer** — 42
Enquêter, protéger et évaluer les résultats

Chaque chapitre ouvre une question, examine les pièces puis se termine par les risques et les recommandations. Les références S01 à S53 sont cliquables et regroupées sous « Sources ».

FAIT
Observation établie par une pièce

ACCUSATION
Attribution située et datée

ANALYSE
Interprétation ou proposition



01

Une présence peut être organisée. Sa légitimité reste à établir.

INTRODUCTION

Le terme « armée numérique » rassemble des activités très différentes. Pour les étudier, il faut partir d'une opération : son objectif, ses actifs, ses responsables et les traces qu'elle laisse. La coordination devient un problème de confiance quand elle dissimule un contrôle commun, une rémunération ou une identité.

PROBLÉMATIQUE

Comment distinguer mobilisation authentique, communication rémunérée et manipulation sans juger les citoyens sur leurs opinions ?

Photo de contexte reproduite sur la couverture du rapport Internews / LARSICOM, 2024, S09. Les personnes représentées ne sont pas identifiées comme opérateurs.



REJOIGNEZ NOS CYBERASTERS

cyberastre.com/joinus

Cyberastre #ReadyForward

Nommer les actes avant de nommer les camps

Une grille pour enquêter sur des comportements, plutôt que sur des étiquettes.

Mobilisation assumée

Citoyens ou militants se coordonnant sous leur identité ou leur appartenance déclarée.

Promotion déclarée

Publicité et prestations dont le financeur et la méthode sont identifiables.

Coordination dissimulée

Contrôle commun ou rémunération masqués, apparence de relais indépendants.

Harcèlement organisé

Actions ciblant des personnes ; menaces et dommages à documenter.

Fraude à la métrique

Interactions artificielles utilisées pour tromper ou déclencher un paiement.

Défense des systèmes

Protection technique d'infrastructures : une mission distincte du débat partisan.

La coordination est le point de départ, pas le verdict. Un parti peut mobiliser ses militants ; une association peut préparer une campagne ; une agence peut acheter de la publicité déclarée. Le risque change lorsque des relais se présentent comme indépendants tout en étant contrôlés ensemble, ou lorsque la rémunération est cachée. Les règles de Meta et de X distinguent la coordination authentique de l'activité trompeuse. [S30, S27]

Le contenu et l'organisation sont deux objets distincts. Une information fausse peut circuler sans consigne centrale. À l'inverse, une opération clandestine peut diffuser des faits exacts pour construire une crédibilité avant de promouvoir un intérêt. Une équipe de vérification examine l'énoncé ; une enquête de réseau examine aussi les comptes, l'administration, le financement et les horaires.

La désinformation implique une intention de tromper ; la mésinformation peut être relayée sans cette intention. Le harcèlement vise des personnes. La fraude peut viser un paiement. Ces catégories peuvent se croiser, mais elles ne se déduisent pas les unes des autres. Une opération d'influence n'implique pas nécessairement une intrusion informatique.

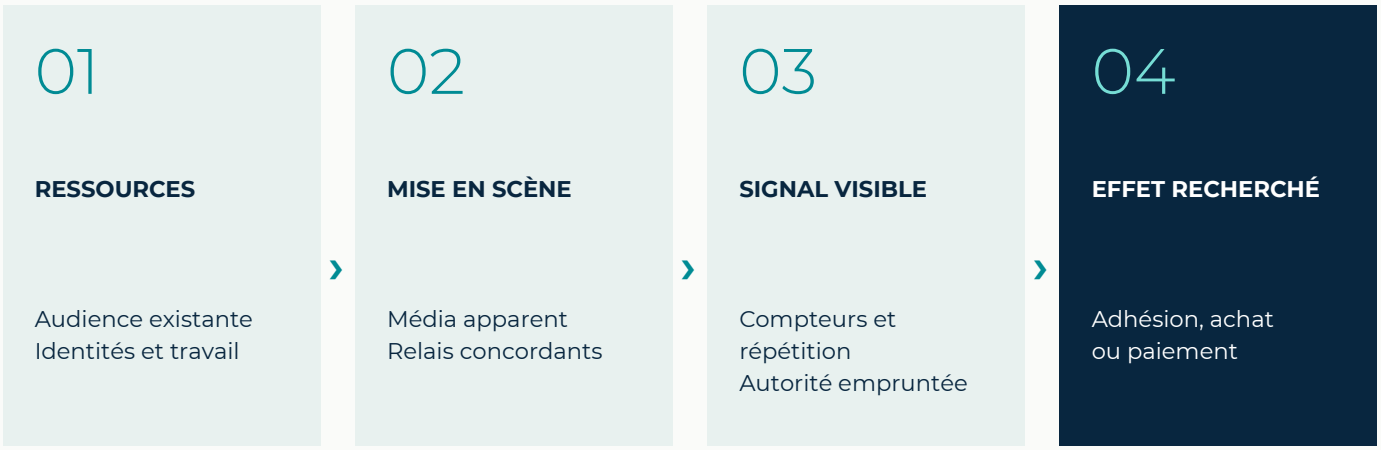
L'unité de ce dossier est donc l'opération documentée. « Armée numérique » reste une expression politique et descriptive. Elle ne confère aucun statut militaire et ne constitue pas une qualification pénale.

Question utile : qui prétend être indépendant, et qui contrôle réellement l'action ?

Typologie Cyberastre. Les exemples décrivent des situations possibles ; leur qualification exige des faits propres à chaque affaire.

Ce qui se fabrique : une impression de pluralité

La répétition devient persuasive lorsqu'elle ressemble à une confirmation indépendante.



À prouver : contrôle • origine • exposition • conséquence

Une page publie, plusieurs comptes relaient, un autre média reprend la tendance : le lecteur rencontre plusieurs occurrences d'une même origine. Ce parcours peut donner l'apparence d'un consensus. Il ne prouve ni que chaque relais est faux, ni que le public adhère au message.

Le modèle ci-dessous sépare les ressources, l'activité visible et le résultat recherché. Une audience préexistante peut être réorientée ; une identité de média peut donner une autorité ; un compteur peut rendre une publication attractive aux annonceurs ou aux journalistes. Le dossier congolais de 2020 documente notamment des changements de nom de Pages et des publications répétées. [S07, S08]

Le pouvoir économique réside dans l'accès. Acheter une interaction ne revient pas à acheter une conviction. Mais occuper les résultats, les commentaires ou les tendances peut imposer un sujet aux autres acteurs et leur transférer le coût de la vérification. C'est notre hypothèse de travail, à tester par des données d'exposition et des entretiens.

Cette lecture conduit à quatre enquêtes complémentaires : le contrôle des actifs, la production des messages, la circulation de l'argent et les effets sur les personnes. La présence d'une preuve dans une branche ne dispense pas d'enquêter dans les autres.

Une pluralité de comptes ne garantit pas une pluralité de sources.

Modèle analytique Cyberastre. Les flèches indiquent des relations à vérifier, pas une chaîne financière ou causale observée.

Trois statuts pour chaque affirmation

Une accusation publiée est un fait de publication ; elle ne prouve pas la culpabilité.

FAIT DOCUMENTÉ

La pièce établit une observation délimitée.

ACCUSATION / TÉMOIGNAGE

Une source attribue une activité ou une intention.

ANALYSE / HYPOTHÈSE

Une explication ou une action proposée.

Fait documenté. Une pièce permet de constater un élément précis : une plateforme annonce un retrait, un texte légal contient un article, un jugement prononce une peine. Nous formulons le fait au niveau que la pièce autorise. Un rapport de plateforme documente sa décision et son attribution ; il ne remplace pas un jugement.

Accusation ou témoignage. Un enquêteur, un parquet ou un interlocuteur attribue une activité à une personne. L'auteur, la date et le statut de la procédure doivent rester visibles. Une plainte peut contenir une pièce intéressante tout en restant un document de l'accusation.

Analyse ou hypothèse. Une explication économique, un risque ou une recommandation relève de notre raisonnement. Elle n'identifie pas un commanditaire. Deux sources reprenant le même communiqué ne constituent pas deux confirmations indépendantes.

Le corpus rassemble des rapports, des documents judiciaires, des recherches, des règles de plateformes et des textes juridiques, consultés jusqu'au 20 octobre 2026. Les captures sont des extraits de sources publiques, ou des interfaces observées. Les pièces, leurs dates et leurs empreintes sont conservées dans le dossier de sources.

La revue des quatre études Cyberastre antérieures conduit à corriger trois confusions : Code du numérique de 2023 et loi télécoms de 2020 ; connectivité de FAI présents aux IXP et part de trafic international ; chiffre d'affaires de plateformes et perte économique nationale. Ces distinctions empêchent de bâtir une estimation sur des unités incompatibles. [S01, S02, S03, S04, S05, S25]

Toujours conserver la pièce qui permet de contester ou de préciser la conclusion.

Méthode documentaire : sélection raisonnée, sans recensement des opérateurs ni enquête de terrain propre. Les conclusions sont datées.

Le premier risque est une mauvaise qualification

Une méthode commune protège à la fois l'enquête et les libertés.

RISQUE	RECOMMANDATION
Confondre militantisme et manipulation	**Distinguer opinion, organisation et tromperie.** Décrire une identité usurpée, un contrôle dissimulé ou un acte précis avant de désigner un réseau. [S27, S30]
Confondre compteur et population	**Nommer l'unité à chaque graphique.** Comptes, Pages, interactions, personnes exposées et électeurs ne sont pas interchangeables.
Transformer une hypothèse en attribution	**Publier le degré de preuve et la date.** Séparer ce que montre une capture, ce qu'affirme une source et ce qui reste à établir.

Le chapitre suivant applique cette méthode à la RDC : un retrait de réseau en 2020, des messages précis et des observations électorales de 2023.



REJOIGNEZ NOS CYBERASTERS

cyberastre.com/joinus

Cyberastre #ReadyForward



Le cas congolais, au plus près des traces.

INTRODUCTION

La RDC dispose de cas publics de manipulation coordonnée. Le plus précis du corpus est le réseau retiré par Facebook en 2020. Les observations de la campagne de 2023 éclairent ensuite la circulation de contenus dans des groupes et parmi des acteurs politiques. Ces observations répondent à des questions différentes.

PROBLÉMATIQUE

Quelles pratiques sont établies en RDC, quelle dépense est documentée et quels liens restent inconnus ?

Kinshasa, élections du 30 décembre 2018. MONUSCO / John Bopengo, CC BY-SA 2.0, S51. Photo de contexte ; aucun lien avec les opérateurs étudiés.



REJOIGNEZ NOS CYBERASTERS

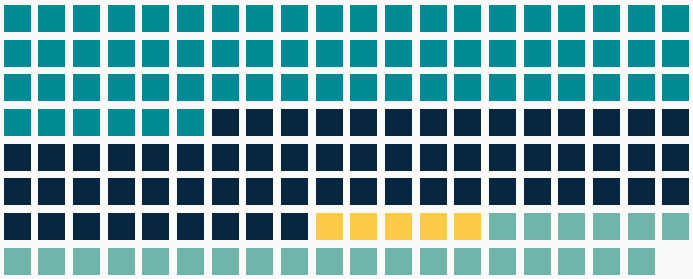
cyberastre.com/joinus

Cyberastre #ReadyForward

Meta

159 actifs retirés, un effectif humain inconnu

Facebook, juillet 2020 : un périmètre public, une attribution de plateforme.



66 Comptes Facebook

63 Pages Facebook

5 Groupes Facebook

25 Comptes Instagram

159 actifs numériques retirés
≠ personnes uniques

Le 6 août 2020, Facebook annonce le retrait de 66 comptes Facebook, 63 Pages, 5 groupes et 25 comptes Instagram en RDC. L'entreprise relie ce réseau à Force des Patriotes. Cette attribution appartient à la plateforme ; le dossier ne présente pas de condamnation pénale la confirmant. [S06]

Pour situer l'accès au débat en ligne, DataReportal estime à 34 millions les internautes et à 7,35 millions les identités d'utilisateurs de médias sociaux en RDC au début de 2025. Les identités ne sont pas un décompte de personnes uniques. [S11]

Le total de 159 additionne des objets numériques. Une personne peut administrer plusieurs Pages et une Page peut avoir plusieurs administrateurs. Il est donc impossible d'en déduire un nombre de salariés, de militants ou de bénéficiaires. Le DFRLab examine 51 Pages dans son enquête : ce sous-ensemble diffère des 63 Pages retirées par Facebook. [S07]

Le rapport de retrait fournit une date, des catégories d'actifs et une décision. Les signaux internes d'administration et de connexion ne sont pas entièrement publics. La plateforme dispose ainsi d'une capacité d'attribution supérieure à celle du lecteur, mais sa conclusion reste partiellement dépendante d'éléments non exposés.

Ce que ce cas change. On peut analyser une opération identifiée sans qualifier l'ensemble d'une famille politique. On peut aussi demander des rapports locaux plus détaillés : actifs concernés, méthode, liens d'administration et procédure de recours. Le retrait de 2020 ne décrit pas l'état du réseau en 2026.

Le nombre d'actifs mesure une intervention de plateforme ; il ne mesure ni l'influence ni les effectifs.

Figure 1. S06, publication du 6 août 2020. Chaque carré = un actif retiré. Total calculé : 66 + 63 + 5 + 25 = 159.

Le changement de nom transforme l'accès au public

L'historique d'une Page peut raconter une autre histoire que son dernier message.



Historique publié par le DFRLab.



Montage de l'enquête DFRLab : rapprochements visuels, sans preuve de paiement.

Le DFRLab publie des historiques de Pages rebaptisées avant de promouvoir Honoré Mvula. Les captures montrent une succession de noms ; l'enquête la rapproche d'autres traces et de messages similaires. La pièce ci-dessous établit les changements affichés dans l'interface. Elle ne constitue ni un contrat ni une preuve de paiement. [S07]

France 24 avait interrogé des administrateurs de pages diffusant de fausses citations sur le Covid-19. Un interlocuteur expliquait chercher de l'audience. Le témoignage renseigne une logique déclarée de visibilité ; il ne suffit pas à identifier un financeur politique. [S08]

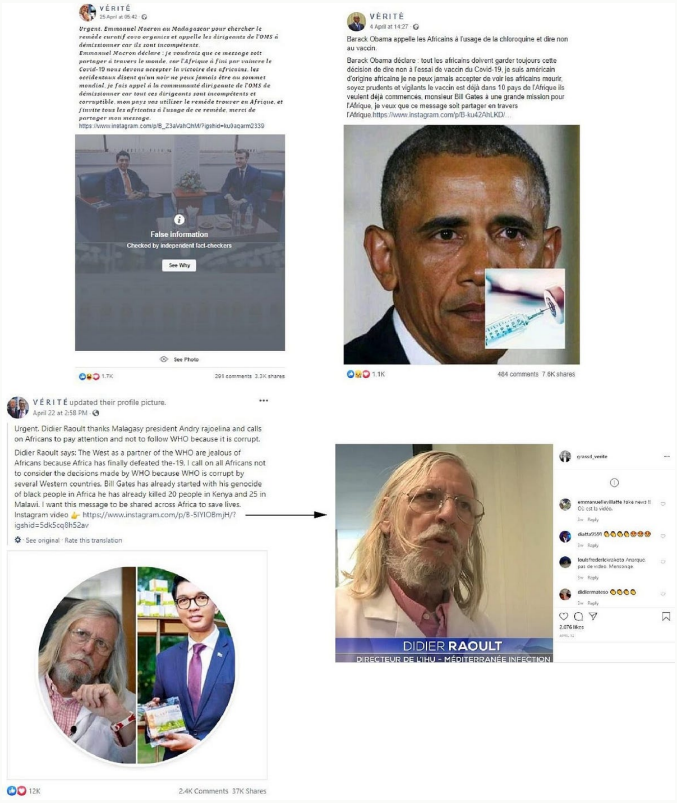
Le mécanisme économique : une audience devient un actif réutilisable. Après un changement de nom ou de ligne éditoriale, des abonnés peuvent rester présents alors que l'objet initial a disparu. Le risque de tromperie concerne alors la continuité apparente : le lecteur croit suivre le même service d'information.

L'enquête doit séparer le propriétaire, l'administrateur, le rédacteur et le commanditaire. Le bénéficiaire politique visible n'est pas automatiquement celui qui a commandé ou payé. Pour franchir ce dernier pas, il faut une consigne, un contrat, une facture ou des témoignages corroborés.

Pièce 1. Historique de Page reproduit par le DFRLab, août 2020, S07. Extrait documentaire conservé ; les noms ne prouvent pas une transaction.

La fausse citation emprunte une autorité

Observer le message, la mise en scène et les compteurs dans la même pièce.



Captures historiques : fausses citations et compteurs visibles.

Les captures publiées par le DFRLab associent des personnalités connues à des propos sur le Covid-19. L'image, le nom et la citation forment un raccourci d'autorité. Les compteurs ajoutent un signal social : d'autres auraient vu, partagé ou commenté. [S07]

L'extrait Obama affiche environ 1,1 millier de réactions, 484 commentaires et 7,6 milliers de partages. Ces valeurs sont celles de la capture historique. Elles ne décrivent ni la diffusion actuelle, ni des personnes uniques, ni des adhésions. L'AFP a également réfuté une fausse citation antivaccinale de la même famille ; sa vérification porte sur une variante, pas sur chaque pixel de cet extrait. [S50]

Une autre série de posts prétend annoncer une « année blanche » dans les universités congolaises. Les trois publications reproduites présentent des dates et des compteurs différents. Le DFRLab renvoie à une vérification de Congo Check les démentant. Il faut conserver cette chaîne de provenance : la capture nous vient du DFRLab, et non d'une collecte directe de ces comptes par Cyberastre. [S07]

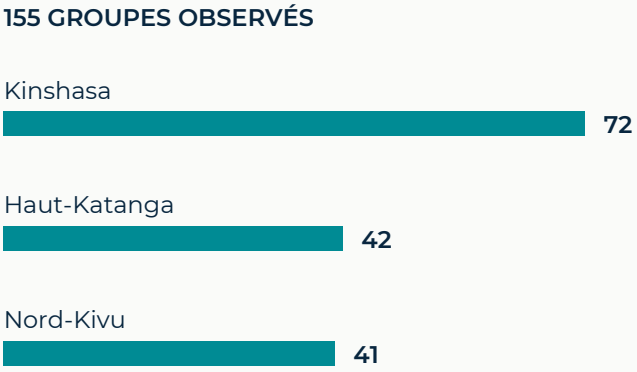
Le risque pour une rédaction : republier l'image sans la qualification visible peut prolonger la fausse information. La pièce sert ici à analyser un procédé, avec sa source et son statut, et non à réactiver l'énoncé.

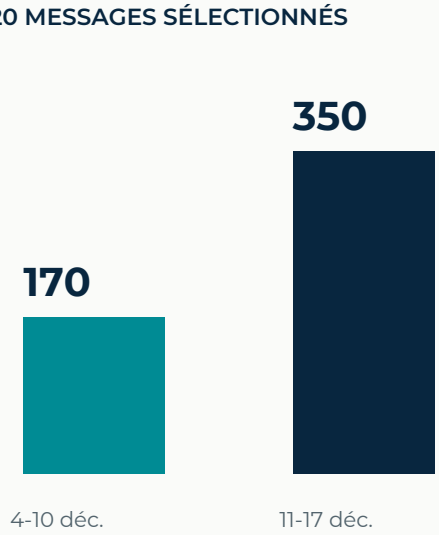


Pièces 2-3. Extraits de publications trompeuses, DFRLab 2020, S07. Compteurs historiques. Les propos attribués ne doivent pas être présentés comme authentiques.

WhatsApp révèle un espace de circulation, pas un pays entier

Le protocole d'observation est aussi important que le nombre de messages.





Internews et LARSICOM étudient 155 groupes : 72 à Kinshasa, 42 dans le Haut-Katanga et 41 au Nord-Kivu. Le rapport sélectionne 520 messages jugés préjudiciables pendant deux semaines de décembre 2023 : 170 du 4 au 10, puis 350 du 11 au 17. La hausse décrit cette sélection ; elle ne mesure pas une hausse nationale de la désinformation. [S09]

Le canal est socialement important parce qu'un contenu y arrive souvent par un contact connu. Mais appartenir à un groupe ne signifie pas avoir lu tous les messages ; un transfert peut perdre sa source ; plusieurs groupes peuvent partager des membres. Ces limites empêchent de convertir automatiquement groupes et messages en citoyens exposés.

Le Centre Carter observe un autre périmètre : 83 comptes, 6 006 publications, dont 1 445 liées aux élections, du 20 novembre 2023 au 23 janvier 2024. Cette sélection d'acteurs publics complète l'observation des groupes sans pouvoir être fusionnée avec elle. [S10 p. 43]

L'étude devrait être prolongée par des échantillons consentis en plusieurs langues, des règles de codage publiées et un contrôle entre annotateurs. Il faudrait aussi étudier les corrections, les sorties de groupes et les personnes effectivement touchées. C'est ainsi que l'on passe d'une collection de messages à une mesure utile du risque.

520 messages sélectionnés ne constituent pas 520 opérations ni une estimation de prévalence.

Figure 2. S09. Groupes observés par territoire et messages préjudiciables sélectionnés par semaine. Échantillon raisonné, non représentatif de la RDC.

Meta

Une dépense connue, un payeur final inconnu

Le document financier le plus précis du dossier congolais reste une déclaration de plateforme.

≈ 29 000 USD

DÉPENSES PUBLICITAIRES RAPPORTÉES

- *Advertising:* About $29,000 in spending for ads on Facebook and Instagram paid for primarily in euros and US dollars.

Connu : montant annoncé et principales devises.
Inconnu : payeur final, ventilation et budget complet.

Le rapport détaillé de Facebook indique environ 29 000 USD de dépenses publicitaires pour le réseau retiré, réglées principalement en euros et en dollars. La phrase figure dans le dossier RDC, pages PDF 16-17. Elle est reproduite ci-dessous dans sa langue d'origine. [S35]

Cette pièce documente une dépense rapportée par l'entreprise. Elle ne publie ni factures individuelles, ni identité du payeur final, ni budget complet de l'opération. La période propre aux dépenses n'est pas détaillée. Les salaires, les forfaits de données et les prestations éventuelles ne peuvent donc pas être estimés par simple multiplication de ce montant.

Le récit médiatique confond parfois trois questions : combien la plateforme dit avoir encaissé, qui a réglé et qui a financé en dernier ressort. Un moyen de paiement peut appartenir à une agence intermédiaire. Une devise n'identifie ni une nationalité ni une origine publique des fonds.

La prochaine pièce à rechercher : le compte publicitaire et sa facturation, puis le contrat ou le remboursement qui relie la prestation à un donneur d'ordre. Les témoignages sur des aides matérielles rapportés par Internews éclairent des pratiques déclarées ; ils ne remplacent pas ces documents. [S09 p. 31]

Le montant est documenté comme déclaration de Facebook. L'origine ultime des fonds reste à établir.

Pièce 4. Facebook, July 2020 Detailed CIB Report, p. PDF 17, S35. Extrait original. Environ 29 000 USD annoncés ; aucune ventilation complète disponible.

RDC : établir les liens manquants

Les pièces permettent une enquête précise ; elles ne permettent pas un budget national.

RISQUE	RECOMMANDATION
Attribution trop large	**Rester au périmètre du réseau retiré.** Citer l'attribution de Facebook, la date et les catégories d'actifs. Ne pas l'étendre à tous les soutiens d'un dirigeant. [S06]
Fausse précision économique	**Distinguer publicité, travail et financement.** Rapprocher factures, contrats, remboursements et consignes. Les 29 000 USD ne sont pas le coût total des armées numériques en RDC. [S35]
Surinterprétation électorale	**Mesurer l'exposition et les effets séparément.** Publier les critères d'échantillonnage, les langues, les fenêtres et les limites. Les messages observés ne mesurent pas des voix déplacées. [S09, S10]

Les traces congolaises montrent une organisation et des contenus. Pour comprendre les moyens et les prix, il faut maintenant examiner les chaînes de prestation, en gardant les cas étrangers à leur place.



REJOIGNEZ NOS CYBERASTERS

cyberastre.com/joinus

Cyberastre #ReadyForward



Derrière les comptes, une chaîne de travail et de services.

INTRODUCTION

Les opérations peuvent assembler des compétences humaines, des comptes, des appareils et des achats de visibilité. Un revendeur n'est pas nécessairement le producteur et un exécutant n'est pas nécessairement le commanditaire. Décomposer cette chaîne permet de rechercher les contrats et les marges au bon endroit.

PROBLÉMATIQUE

Qui vend quoi, à quel prix, et quel document transforme une promesse commerciale en preuve de financement ?

Matériel de l'opération SIMCARTEL, Europe, octobre 2025. Galerie Europol / police lettone, S45. Aucun lien avec une opération congolaise établi.



REJOIGNEZ NOS CYBERASTERS

cyberastre.com/joinus

Cyberastre #ReadyForward

L'organisation vaut davantage que l'addition des outils

Une opération peut survivre au retrait de ses comptes visibles.

Une chaîne de prestation peut comprendre un donneur d'ordre, un coordinateur, des rédacteurs, des fournisseurs de comptes et des vendeurs d'engagement. Les contrats peuvent être directs ou passer par des intermédiaires. Ce schéma est une grille d'enquête : il ne décrit pas une organisation unique observée en RDC.

Le produit vendu change l'incitation. Une rémunération à la publication favorise le volume ; un paiement au millier de vues favorise le compteur ; une rémunération liée à une conversion favorise la recherche d'un acte mesurable. Cette relation est une hypothèse économique. Pour la tester, il faut comparer contrats, livraisons et résultats.

Le coût affiché au client peut inclure une marge de revente, de la création, de l'administration et du remplacement de comptes perdus. Les tarifs publics ne révèlent pas cette décomposition. On ne peut donc pas calculer le chiffre d'affaires d'une filière à partir d'un prix et d'un nombre de comptes détectés.

L'enjeu national n'est pas seulement la capacité de publier. Il est aussi la capacité de certifier l'origine d'une audience et de contrôler les dépenses. Les compétences de montage, traduction ou animation peuvent servir des activités légitimes. L'action publique doit viser la dissimulation et les dommages prouvés, tout en permettant ces débouchés.

COMMANDER	**Consigne / contrat**	Objectif et bénéficiaire
COORDONNER	**Brief / validation**	Décideur et rémunération
PRODUIRE	**Comptes / textes**	Contrôle et travail
AMPLIFIER	**Commande / livraison**	Origine des interactions
ÉVALUER	**Facture / résultat**	Paiement et effet réel

Suivre les commandes et les contrats permet de remonter au-delà des exécutants visibles.

Chaîne de valeur analytique Cyberastre. Les relations indiquent les pièces à rechercher ; aucun flux monétaire particulier n'est représenté.

Une banque de SIM n'est pas une preuve de propagande

Les images de matériel doivent conserver leur lieu, leur date et leur objet.





En octobre 2025, Europol publie des photographies de l'opération SIMCARTEL. Les enquêteurs annoncent environ 1 200 dispositifs SIM-box et 40 000 SIM actives saisis. Ils estiment à plus de 49 millions les comptes créés grâce au service. Sept personnes sont arrêtées. Ce sont des constats et des accusations rapportés par les autorités, sans jugement de culpabilité présenté ici. [S45]

Les photos montrent des équipements et des cartes. Le communiqué concerne une infrastructure associée à plusieurs formes de fraude en Europe. Il ne la relie ni à la RDC ni à une campagne politique. La force visuelle de ces images ne permet pas de changer leur objet.

Une « ferme à clics » peut, dans le langage courant, désigner des travailleurs, des logiciels ou un service qui revend des interactions. Une SIM-box fournit une capacité technique d'inscription ou de communication. Le matériel ne démontre pas, à lui seul, qui a rédigé un message ni qui l'a commandé.

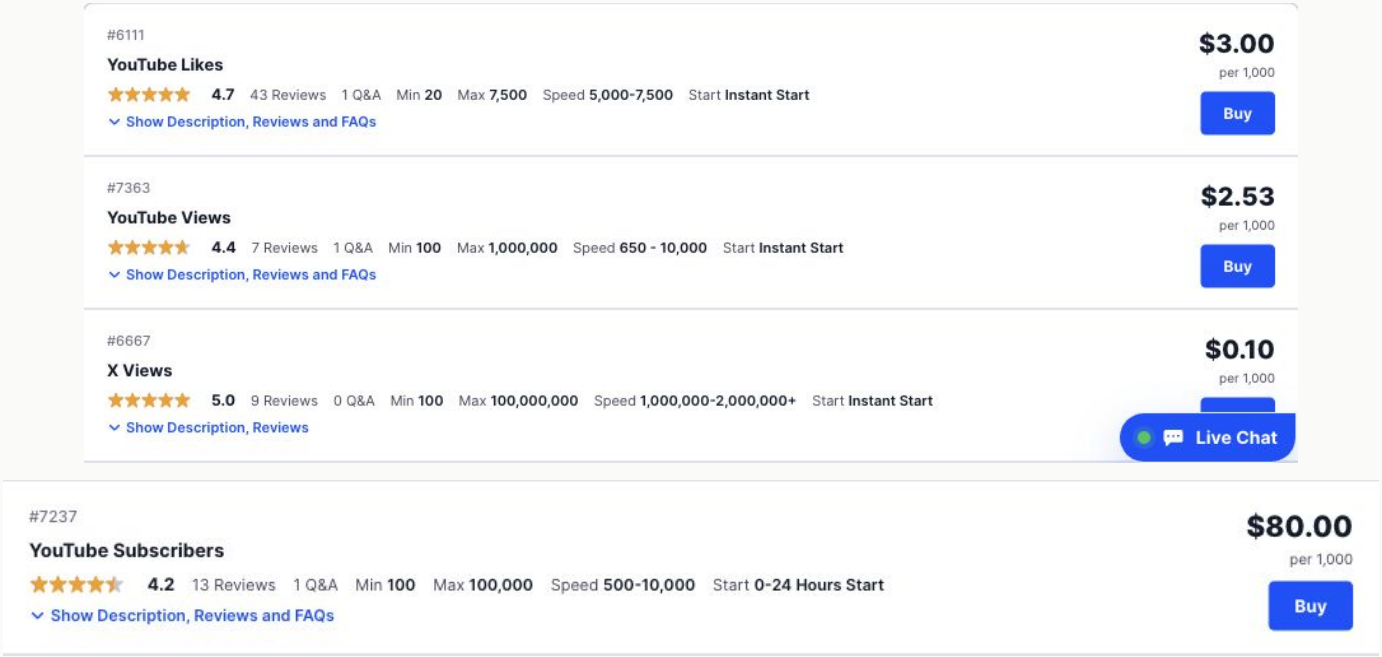
La preuve complète devrait relier le contrôle des équipements, les commandes et les comptes à des opérations déterminées. De nombreux appareils peuvent aussi avoir des usages légitimes, comme les tests d'applications. Le bon critère est l'usage établi, pas le caractère spectaculaire d'une photographie.

Matériel, contrôle, commande et publication : quatre maillons à relier.

Photographies originales publiées par Europol / police lettone, S45. Europe, 2025. Recadrage de mise en page, sans reconstitution.

Les prix rendent le marché visible, pas ses effets

Quatre offres observées dans un catalogue public le 20 octobre 2026.



QQTube affiche des vues, des mentions J'aime et des abonnés à des prix différents. Les extraits ci-dessous conservent les identifiants de services et les tarifs observés. Ils montrent une offre publique, sans achat ni test de livraison effectué pour ce dossier. [S44]

Le catalogue mélange des méthodes et des prestations, dont certaines publicitaires. Le seul nom du vendeur ne suffit donc pas à qualifier chaque service de frauduleux. La question pertinente est la réalité des interactions promises, la transparence sur la méthode et le respect des règles de plateforme. YouTube interdit les augmentations artificielles de métriques, y compris lorsqu'un prestataire est recruté. [S39]

Calcul illustratif. À 2,53 USD le millier de vues du service 7363, 100 000 vues affichées correspondent à 253 USD de catalogue. Ce calcul ne prédit ni la livraison, ni la durée de présence, ni le revenu généré. Il ne chiffre aucune campagne congolaise.

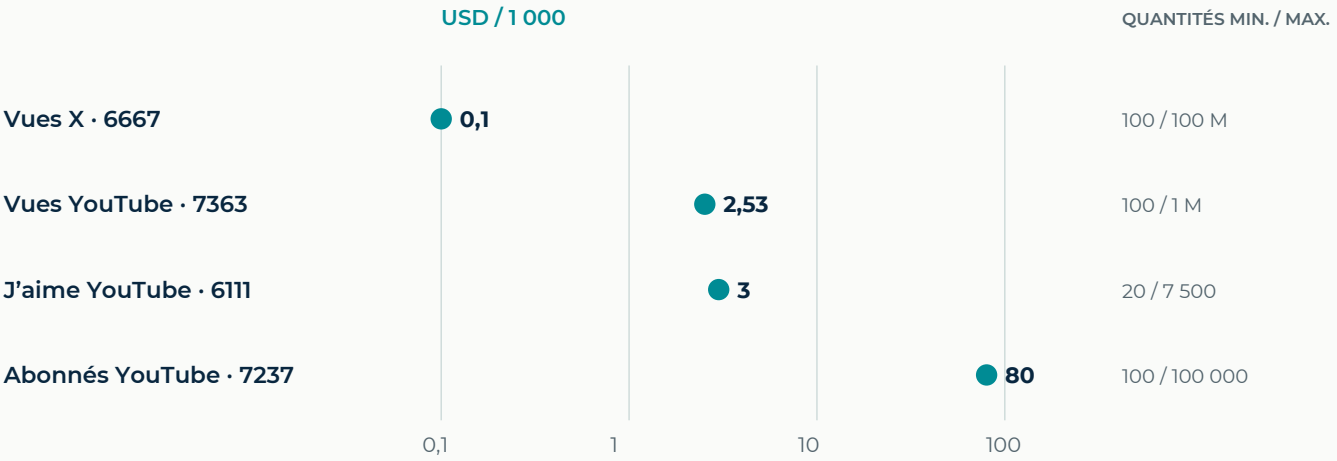
Un marché peut proposer un compteur à faible coût tout en imposant un coût élevé au client : métriques retirées, audience sans intérêt, réputation affaiblie ou sanctions. Ces risques doivent être évalués contrat par contrat. Une agence transparente devrait pouvoir expliquer l'origine du trafic, la dépense publicitaire et les résultats qualifiés.

Le prix d'un millier d'interactions n'est pas une mesure du prix d'un millier de personnes convaincues.

Pièces 5-6. QQTube, catalogue capturé le 20 octobre 2026, S44. Prix en USD pour 1 000 unités ; offres distinctes, qualité non testée.

Comparer les prix sans confondre les produits

Unité commune : USD pour 1 000. Qualité, méthode et livraison restent inconnues.



Échelle logarithmique : chaque intervalle multiplie le prix par dix.
Offres de produits distincts ; aucune équivalence de qualité déduite.

Le prix le plus bas observé est 0,10 USD pour 1 000 vues X ; le plus élevé de ces quatre offres est 80 USD pour 1 000 abonnés YouTube. Cet écart porte sur des produits différents. Il ne mesure ni une différence de qualité, ni une différence de coût de production entre plateformes. [S44]

Lire les conditions avant le prix. Les quantités minimales et maximales annoncées ne sont pas identiques. Les 7 500 mentions J'aime maximales d'une offre empêchent, par exemple, de simuler une commande unique de 100 000 unités à ce seul tarif. Les conditions peuvent varier après la date de capture.

La formule de catalogue est : quantité divisée par 1 000, multipliée par le prix affiché. Pour le service de vues YouTube 7363, 100 000 / 1 000 × 2,53 donne 253 USD. Il s'agit d'un calcul arithmétique, hors frais éventuels et sans preuve de livraison.

Ce tableau aide à lire une offre et à contester un budget vague. Il ne permet pas d'estimer les dépenses d'un acteur : il faudrait une commande correspondante et son règlement. Pour un acheteur légitime, l'exigence utile reste une méthode explicite, une provenance du trafic et un résultat qualifié.

Une unité tarifaire commune facilite la lecture ; elle ne rend pas les prestations équivalentes.

Figure 3. S44, offres observées le 20 octobre 2026. Axe logarithmique : chaque intervalle multiplie le prix par dix. Minima et maxima = quantités annoncées.

Le travail humain reste au centre

Les compétences numériques peuvent servir la communication comme la tromperie.

01

Exécutant

Publie, traduit, anime

À rechercher :
Consigne et contrepartie

02

Coordinateur

Répartit, valide, suit

À rechercher :
Brief et contrôle

03

Commanditaire

Finance et fixe l'objectif

À rechercher :
Contrat et remboursement

L'enquête Mozilla sur le Kenya rapporte des entretiens décrivant 10 à 15 USD pour trois campagnes par jour et environ 250 USD mensuels pour des coordinateurs. Des paiements par M-Pesa sont évoqués. Ce sont des témoignages situés, pas des reçus audités ni une grille salariale congolaise. [S12 p. 7]

En RDC, Internews rapporte des allocations de données, des attentes de soutien et des pressions professionnelles dans des témoignages. Recevoir un forfait ne prouve pas, isolément, la participation consciente à une opération trompeuse. Il faut établir la consigne, les contreparties et l'activité concernée. [S09 p. 31]

Le modèle social doit distinguer volontaire, salarié, influenceur, intermédiaire et décideur. Leur connaissance de la tromperie et leur pouvoir de refus peuvent différer. L'explication par la précarité est une piste d'enquête ; elle ne doit ni servir d'excuse générale ni désigner automatiquement les jeunes comme responsables.

Une réponse utile : rendre les contrats de communication plus transparents, protéger les alertes documentées et développer des prestations licites de traduction, de création et de publicité déclarée. Former à produire davantage de contenus sans clarifier qui finance laisse intacte l'incitation à dissimuler.

La responsabilité doit remonter aux décisions et aux budgets, sans s'arrêter aux petites mains.

S12 : entretiens au Kenya, 2021. S09 : témoignages en RDC, 2024. Périmètres distincts ; aucune moyenne salariale nationale calculée.

Un reçu doit être relié à une prestation

La preuve financière est une chaîne de correspondances.

Un montant sur une capture peut être authentique et pourtant mal attribué. Un virement établit un mouvement entre comptes ; il ne révèle pas toujours le motif réel. Une facture peut décrire une prestation sans prouver son règlement. Une transaction crypto peut être visible sans révéler la personne qui contrôle l'adresse.

La chaîne utile réunit au moins une commande, un identifiant de prestation, une facture, un mouvement de fonds et des livrables. Les dates et montants doivent se rapprocher ; les écarts de devise, de commission ou de crédit doivent être expliqués. L'authentification exige les fichiers d'origine, leurs métadonnées et, lorsque c'est possible, une confirmation des parties ou de l'établissement concerné.

Pour publier. Conserver l'original, produire une copie de travail, enregistrer la provenance et l'empreinte numérique, puis masquer les données personnelles sans valeur probante. L'empreinte garantit la stabilité d'un fichier après collecte ; elle ne garantit pas la vérité de son contenu.

Le chapitre suivant applique cette méthode à des versements décrits dans une procédure américaine sur Doppelganger. Ces documents sont plus précis que des rumeurs, mais ils restent dans leur cadre procédural. Une pièce étrangère ne remplit pas les blancs d'un dossier congolais.

Commande	Facture	Mouvement	Livrable
1	2	3	4
Objectif et identifiant	Service et contrepartie	Montant, frais, date	Compte et publication

RELATIONS À VÉRIFIER — Même prestation ? Dates cohérentes ? Confirmation indépendante ? Conserver les originaux et protéger les données personnelles.

Un paiement, son objet et son bénéficiaire final sont trois propositions à prouver séparément.

Protocole documentaire proposé par Cyberastre. Il ne constitue pas une authentification bancaire ni une procédure judiciaire conduite pour ce numéro.

Réduire la rentabilité de la dissimulation

Le contrôle doit suivre la chaîne de valeur.

RISQUE	RECOMMANDATION
Acheter un volume sans connaître sa provenance	**Exiger une méthode et des justificatifs.** Contrats, comptes publicitaires, dépenses et indicateurs de résultat doivent pouvoir être rapprochés.
Assimiler tout équipement à une ferme de manipulation	**Relier le matériel à des usages précis.** Documenter contrôle, commandes et comptes ; distinguer les usages légitimes. [S45]
Laisser le financement hors de l'enquête	**Rendre les commanditaires visibles.** Prévoir des obligations proportionnées de déclaration et des contrôles indépendants, plutôt qu'un simple comptage des exécutants.

La même chaîne peut alimenter plusieurs marchés. Les comparaisons internationales éclairent ses variantes ; elles ne désignent pas un commanditaire congolais par analogie.



REJOIGNEZ NOS CYBERASTERS

cyberastre.com/joinus

Cyberastre #ReadyForward



04

L’influence organisée traverse les frontières et les camps.

INTRODUCTION

Les cas internationaux révèlent des variantes : promotion politique, camouflage en média, achat de domaines, relais commerciaux et usages de l’IA. Leur comparaison est utile si l’on conserve la date, le pays, la méthode et le statut de chaque attribution.

PROBLÉMATIQUE

Quels mécanismes sont comparables, et quelles preuves permettraient de démontrer leur présence dans une autre opération ?

Police au travail lors de l’opération SIMCARTEL, Europe, 2025. Europol / police lettone, S45. Illustration de coopération d’enquête ; aucun lien établi avec les campagnes politiques de ce chapitre.



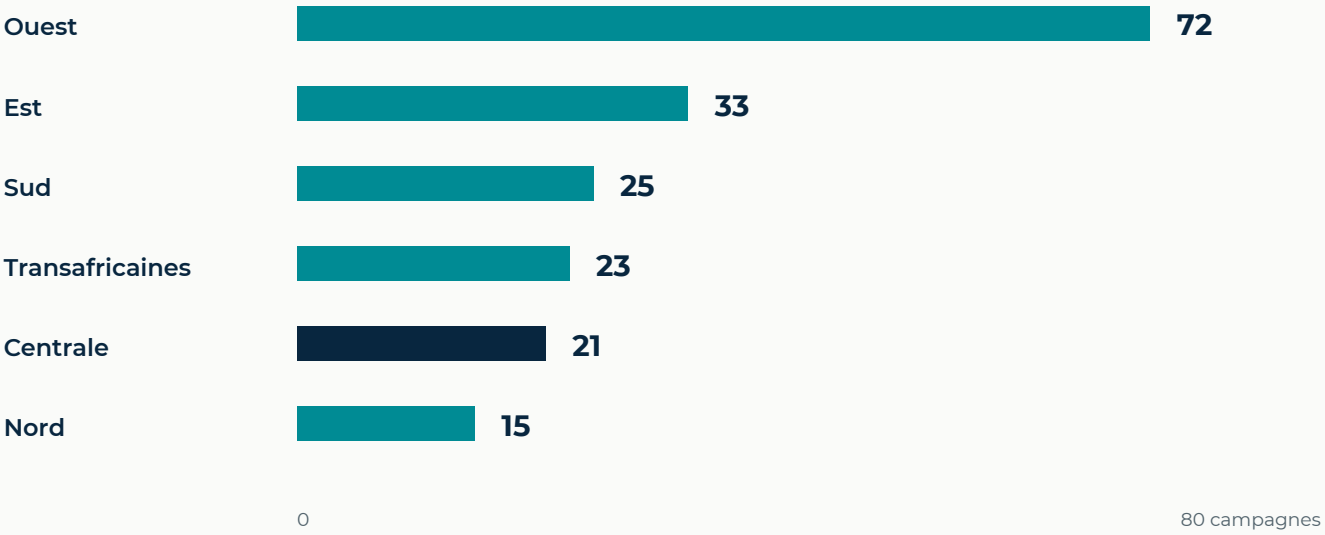
REJOIGNEZ NOS CYBERASTERS

cyberastre.com/joinus

Cyberastre #ReadyForward

Les cartes recensent ce qui a été rendu visible

Un inventaire de cas ne mesure pas la prévalence de la manipulation.



L'Africa Center for Strategic Studies recense 189 campagnes dans son inventaire publié en 2024 : 72 en Afrique de l'Ouest, 33 à l'Est, 25 au Sud, 23 transafricaines, 21 en Afrique centrale et 15 au Nord. Il s'agit d'un corpus de campagnes connues, constitué par une institution liée au département américain de la Défense. Sa position et sa méthode font partie du contexte. [S16]

Oxford décrit des activités organisées de manipulation dans 81 pays pour son inventaire de 2020, publié en janvier 2021. Ce chiffre indique la présence de cas documentés dans la période étudiée. Il ne constitue pas un stock mondial actuel ni la proportion de gouvernements qui manipulent leurs citoyens en 2026. [S47]

Les régions les plus observées peuvent disposer de davantage de chercheurs, de données accessibles ou de sources dans les langues étudiées. Un faible total peut donc traduire un angle mort. À l'inverse, plusieurs campagnes peuvent partager un même opérateur.

Pour comparer utilement : garder l'opération comme unité, préciser le nombre de comptes et la fenêtre, puis décrire les critères d'inclusion. Une carte sans ces informations risque de transformer la capacité de détection en classement moral des populations.

Le point absent d'une carte peut être un manque de données, pas une absence d'opération.

Figure 4. S16, inventaire publié en 2024, total 189 campagnes. Catégories du rapport ; « transafricaines » ne désigne pas un pays.

Quatre cas, quatre objets de preuve

Le même mot « influence » recouvre des organisations et des méthodes différentes.

2019	2021	2022	2024
Archimedes	**Kenya**	**Pro-Occident**	**Rwanda**
Attribution de plateforme	Corpus + entretiens	Analyse de réseaux	Étude recoupée
265 actifs	**3 742 comptes**	**Résumé public**	**464 comptes**

Kenya, 2021. Mozilla analyse 23 606 tweets et retweets issus de 3 742 comptes autour de 11 hashtags. Les entretiens décrivent une activité rémunérée. Le corpus établit des séquences observées et des récits de travail ; il ne donne pas un taux national de faux comptes. [S12]

Rwanda, 2024. Des travaux de chercheurs, repris par Freedom House et commentés par un coauteur, décrivent 464 comptes utilisant des contenus générés par IA pour promouvoir Paul Kagame. Le PDF intégral n'a pas été accessible lors de cette recherche ; l'analyse reste limitée aux éléments recoupés publiquement. Ce cas ne qualifie pas tous les soutiens du président. [S13, S14, S15]

Réseau Archimedes, 2019. Facebook annonce 265 actifs retirés et environ 812 000 USD de publicité pour un réseau relié à Archimedes Group. Un exemple concerne Martin Fayulu. Le montant couvre le réseau global : il ne constitue ni un budget RDC ni la preuve d'un client congolais identifié. [S36]

Opérations pro-occidentales, 2022. Graphika et le Stanford Internet Observatory étudient des opérations clandestines favorables à des intérêts occidentaux. Le corpus montre que le procédé n'appartient pas à un seul camp ; le résumé public n'autorise pas à attribuer tout message pro-occidental à un État. [S20]

La comparaison porte sur les méthodes de preuve : analyse de contenu, liens techniques, entretiens ou attribution de plateforme. La répétition d'un récit favorable à un acteur reste insuffisante pour démontrer que cet acteur dirige l'opération.

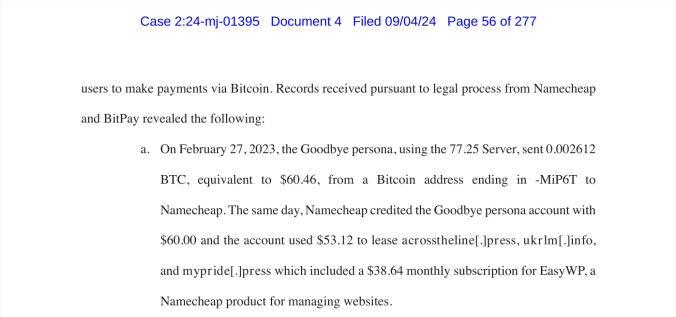
La similarité d'une méthode est un indice de comparaison ; elle n'est pas une preuve d'identité.

Comparaison de périmètres, S12, S13, S14, S15, S20, S36. Ni classement de culpabilité ni extension des conclusions à la RDC.

United States Attorney's Office
Southern District of New York

Six versements décrits dans un affidavit

Doppelganger : une pièce financière précise dans un dossier d'accusation.



Case 2:24-mj-01395 Document 4 Filed 09/04/24 Page 56 of 277

users to make payments via Bitcoin. Records received pursuant to legal process from Namecheap and BitPay revealed the following:

a. On February 27, 2023, the Goodbye persona, using the 77.25 Server, sent 0.002612 BTC, equivalent to $60.46, from a Bitcoin address ending in -MiP6T to Namecheap. The same day, Namecheap credited the Goodbye persona account with $60.00 and the account used $53.12 to lease acrosstheline[.]press, ukrlm[.]info, and mypride[.]press which included a $38.64 monthly subscription for EasyWP, a Namecheap product for managing websites.

Affidavit américain, p. PDF 56.
Premier versement décrit dans la pièce.

Dans l'affidavit américain du 4 septembre 2024, les enquêteurs décrivent six transferts en bitcoin associés à un compte « Goodbye » chez Namecheap et à BitPay. Les équivalents en dollars indiqués dans la procédure totalisent 711,28 USD. La somme est notre calcul à partir des six montants, pages PDF 56-57. [S17]

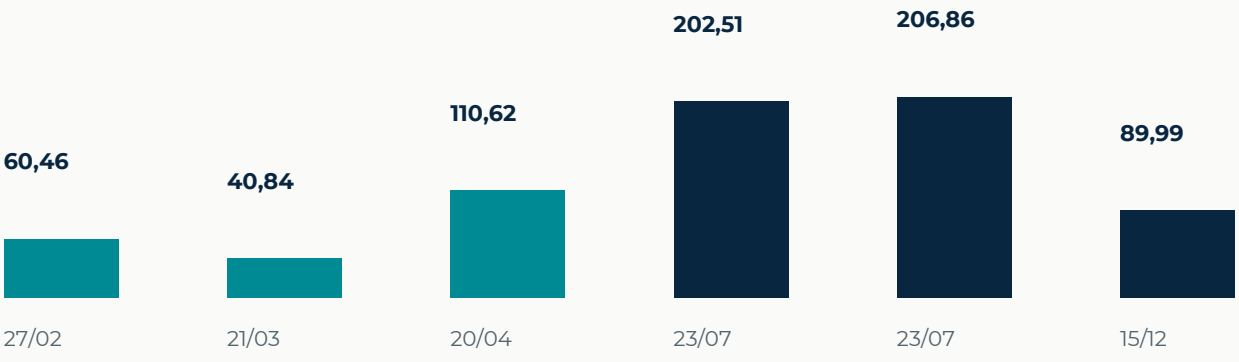
L'extrait reproduit permet de lire le premier versement et son contexte. Les crédits au compte ne sont pas toujours égaux aux équivalents des transferts : frais, conversion et modalités de crédit doivent rester distincts. Il serait erroné de remplacer un montant transféré par le crédit annoncé.

Le DOJ annonce parallèlement la saisie de 32 domaines dans cette affaire. L'affidavit soutient une demande judiciaire ; il ne constitue pas une condamnation de toutes les personnes ou structures citées. Les versements ne chiffrent pas le budget complet de l'opération et aucun lien financier RDC n'est établi ici. [S18]

Une autre procédure américaine de septembre 2024 allègue près de 10 millions USD de financement clandestin d'une société de médias américaine par des employés de RT. Les dossiers et les unités sont différents : ce montant ne doit pas être ajouté aux six versements de l'affidavit. [S19]

711,28

USD · somme de six équivalents
Pas le budget de l'opération



2023 · ÉQUIVALENTS USD

Pièce 7 et figure 5. Affidavit, 4 septembre 2024, p. PDF 56-57, S17. Équivalents USD allégués ; six versements, total calculé 711,28 USD.

Diffuser, convaincre et faire agir sont trois résultats

La mesure de l'exposition ne démontre pas un effet électoral.

Eady et ses coauteurs étudient les expositions à l'Internet Research Agency sur Twitter pendant l'élection américaine de 2016. Dans leur échantillon, 1 % des utilisateurs concentrent environ 70 % des expositions. Ils ne trouvent pas d'association significative avec les changements d'attitude et de vote étudiés. Cette conclusion est circonscrite à leur protocole ; elle ne prouve pas l'innocuité de toute opération. [S21]

Le modèle ci-dessous distingue publication, exposition, attention, croyance et décision. Chaque passage demande une mesure : une publication vue dans une archive n'est pas une exposition individuelle ; une exposition n'est pas une adhésion ; une adhésion n'est pas nécessairement une action.

Les dommages peuvent aussi précéder la persuasion. Une personne harcelée peut consacrer du temps à se protéger, renoncer à publier ou perdre des revenus. Ce sont des objets de mesure à documenter avec elle, pas des effets automatiquement démontrés par un pic de commentaires.

Conséquence pour la RDC : l'évaluation doit combiner données de diffusion et enquêtes consenties sur les expériences. Elle doit rechercher aussi les coûts d'erreur : suppression de comptes authentiques, intimidation de critiques et perte d'accès à l'information. Un indicateur de retrait ne résume pas la qualité d'une politique publique.



À chaque passage : une autre mesure et des facteurs concurrents.
Dommages possibles en parallèle : intimidation, temps perdu, dépenses de protection.

Le résultat utile se mesure auprès des personnes et des institutions, pas seulement dans les compteurs.

Figure 6. Cadre causal Cyberastre, éclairé par S21. Les étapes ne sont ni équivalentes ni automatiquement reliées.

Comparer pour apprendre, pas pour attribuer

Les études étrangères servent à formuler de meilleures questions locales.

RISQUE	RECOMMANDATION
Importer un tarif ou une attribution	**Conserver le pays et la source.** Les témoignages kényans, l'affaire Doppelganger et le dossier RDC n'ont pas les mêmes acteurs ni les mêmes pièces.
Présenter une accusation comme un jugement	**Mettre à jour le statut de procédure.** Une plainte, une saisie, un accord et une condamnation produisent des conclusions différentes.
Convertir un volume en effet politique	**Construire une mesure des effets.** Définir les personnes exposées, la période, le résultat recherché et les facteurs concurrents. [S21]

La comparaison montre aussi que la fabrication d'autorité ne se limite pas à la politique. Les marchés commerciaux et culturels donnent accès à d'autres preuves et à d'autres dommages.



REJOIGNEZ NOS CYBERASTERS

cyberastre.com/joinus

Cyberastre #ReadyForward



Quand la popularité apparente devient un produit.

INTRODUCTION

Avis, abonnés, vues et écoutes peuvent influencer une décision d'achat, une négociation ou une répartition de revenus. Ces usages ne se confondent pas avec les campagnes politiques, mais ils mobilisent parfois les mêmes ressources : identités, travail coordonné et amplification.

PROBLÉMATIQUE

À quel moment une métrique cesse-t-elle d'être un signal de visibilité et devient-elle l'instrument d'une tromperie ou d'une fraude ?

image générée par Cyberastre pour illustration



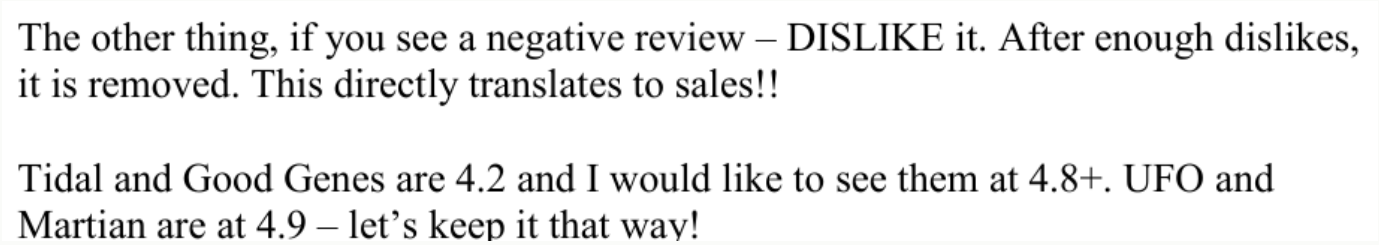
REJOIGNEZ NOS CYBERASTERS

cyberastre.com/joinus

Cyberastre #ReadyForward

De vrais salariés peuvent produire une fausse indépendance

Sunday Riley : la tromperie alléguée porte aussi sur le lien avec l'entreprise.



The other thing, if you see a negative review – DISLIKE it. After enough dislikes, it is removed. This directly translates to sales!!

Tidal and Good Genes are 4.2 and I would like to see them at 4.8+. UFO and Martian are at 4.9 – let's keep it that way!

2019 **Plainte et allégations**

2020 **Accord administratif final**

Dans sa plainte de 2019, la FTC décrit des salariés invités à publier des avis en dissimulant leur lien avec Sunday Riley. Un extrait du message interne allégué mentionne des avis négatifs et une note à faire évoluer de 4,2 à 4,8. La capture provient de la plainte ; elle n'est pas un courriel privé collecté par Cyberastre. [S48 p. 3]

Le 6 novembre 2020, la FTC annonce l'accord administratif final par consentement. Il interdit les fausses présentations d'indépendance et impose la divulgation des liens matériels. C'est une issue administrative ; elle ne constitue pas une condamnation pénale. [S49]

Le cas illustre une question plus large : l'auteur d'une interaction peut être humain tout en se présentant de façon trompeuse. Compter des bots laisse alors échapper le problème central, qui est le conflit d'intérêts caché.

Dans l'affaire Devumi, la FTC allègue notamment plus de 58 000 commandes de followers Twitter et 32 000 ventes de vues YouTube. Les nombres désignent des commandes ou des ventes, pas des personnes ou des vues uniques. Ils rendent visible un marché d'indicateurs sans en fournir la taille mondiale. [S42]

Pour un lecteur ou une marque : la question utile n'est pas seulement « cet avis semble-t-il naturel ? », mais aussi « l'auteur a-t-il un intérêt non déclaré et la plateforme fournit-elle un recours ? ».

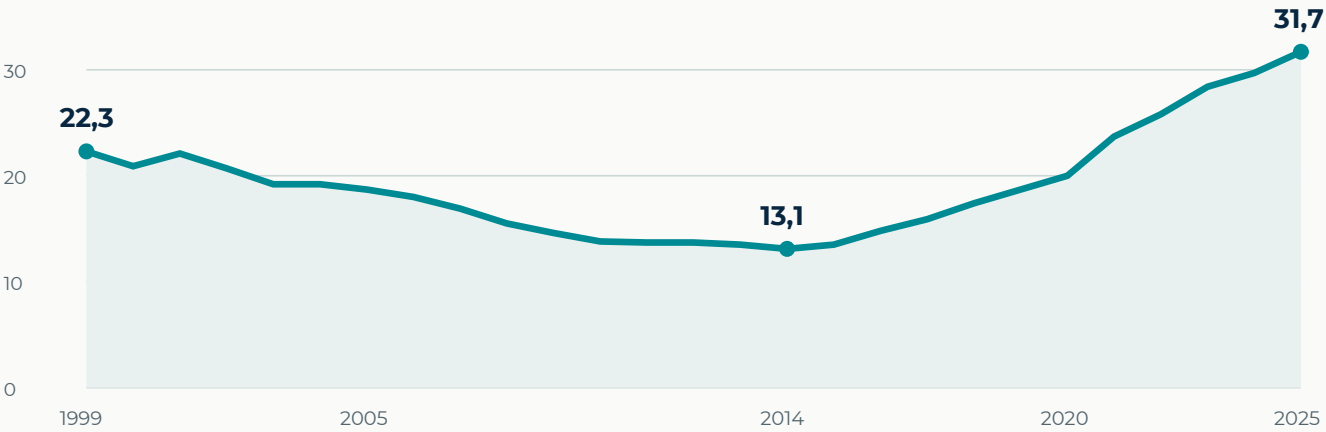
L'authenticité d'une personne ne garantit pas l'indépendance de son témoignage.

Pièce 8. Extrait de la plainte FTC, p. PDF 3, S48. Message interne allégué ; issue administrative finale en 2020, S49.

Les labels changent de rôle ; le marché remonte

Le recul du disque physique ne démontre pas le déclin de toute l'industrie.

MILLIARDS USD COURANTS



2025 : **69,6 % streaming** / 16,6 % physique / 13,8 % autres

Selon l'IFPI, le chiffre d'affaires mondial de gros de la musique enregistrée atteint 31,7 milliards USD en 2025, en hausse de 6,4 %. Le streaming représente 69,6 % du total. La série ci-dessous reprend une seule édition, en dollars courants, afin d'éviter de mélanger des révisions historiques. L'IFPI représente les producteurs phonographiques. [S37]

Ce marché a fortement baissé jusqu'au milieu des années 2010 avant de croître. Il ne mesure ni l'ensemble de l'économie musicale, ni les revenus nets des artistes, ni le marché congolais. Une hausse mondiale peut coexister avec des revenus faibles ou très concentrés pour certains créateurs.

YouTube déclare avoir versé plus de 8 milliards USD à l'industrie musicale entre juillet 2024 et juin 2025. Cette déclaration d'entreprise ne précise pas le revenu final de chaque artiste. Elle ne doit pas être additionnée au total IFPI : périodes et périmètres se chevauchent. [S38]

Notre lecture économique : le pouvoir se déplace entre production, distribution, recommandation et certification de l'audience. Un label peut conserver un rôle de financement et de gestion des droits tandis que les plateformes contrôlent davantage l'accès à l'écoute. L'existence de faux compteurs ne suffit pas à expliquer les difficultés d'une maison de disques ou d'un artiste précis.

Une industrie en croissance n'implique pas une répartition équitable des revenus.

Figure 7. IFPI, Global Music Report 2026, p. PDF 4 / imprimées 6-7, S37. Milliards USD courants ; marché mondial de gros de la musique enregistrée.

United States Attorney's Office
Southern District of New York

Quand l'écoute artificielle déclenche un paiement

Affaire Michael Smith : passer d'une accusation à une condamnation documentée.



North Carolina Man Sentenced To 18 Months In Prison For Super Intelligence-Assisted Music Streaming Fraud

Tuesday, October 6, 2026

For Immediate Release

18 mois

Peine de prison annoncée

8,09 M USD

Confiscation ordonnée

2017-2024

Période décrite

Le 6 octobre 2026, le parquet fédéral de New York annonce une peine de 18 mois de prison contre Michael Smith. Le communiqué indique qu'il a plaidé coupable le 19 mars 2026 de complot en vue de commettre une fraude électronique. Une confiscation de 8 091 843,64 USD est ordonnée. Le texte décrit plus de 8 millions USD de royalties frauduleusement obtenues. [S41]

Selon le récit de la procédure, l'opération, menée de 2017 à 2024, mobilisait des milliers de comptes et des titres produits avec l'aide de l'IA pour générer des écoutes artificielles. Le moteur économique est le lien entre une interaction mesurée et un paiement. La création assistée par IA n'est pas, à elle seule, la fraude ; l'artificialité des écoutes et le dispositif de tromperie sont centraux.

La confiscation ordonnée ne prouve pas que tout le montant a été effectivement récupéré ou redistribué. Les sommes obtenues, les obligations prononcées et le recouvrement doivent rester distingués.

Pour les créateurs : des métriques artificielles peuvent tromper des partenaires et détourner des ressources destinées aux ayants droit. Le dossier présenté ici concerne une affaire américaine. Il ne permet pas d'accuser un artiste congolais ni d'évaluer la fraude musicale en RDC.

Une fraude au paiement exige de relier comptes, écoutes, droits et flux de royalties.

Pièce 9. Capture du titre et de la date du communiqué DOJ, 6 octobre 2026, S41. Peine annoncée après plaidoyer de culpabilité.

85 % de quoi ? La question du dénominateur

Les chiffres de Deezer décrivent deux ensembles différents.

Titres entièrement générés par IA



Jusqu'à 85 % de leurs écoutes

Ensemble du catalogue



8 % de toutes les écoutes

DÉNOMINATEURS DISTINCTS · DONNÉES 2025

Dans sa publication du 21 juillet 2026, Deezer rapporte jusqu'à 85 % d'écoutes frauduleuses sur les titres entièrement générés par IA en 2025, contre 8 % pour l'ensemble des écoutes de son catalogue. Le premier pourcentage est conditionnel à une catégorie de titres et formulé comme un maximum. Le second porte sur un ensemble plus large. [S40]

On ne peut pas en conclure que 85 % de toute la musique est frauduleuse, ni appliquer ce taux à YouTube ou à la RDC. Les méthodes de détection sont celles de l'entreprise ; les chiffres ne constituent pas un audit indépendant. Ils ne donnent pas non plus le montant détourné à chaque ayant droit.

Le sujet technique est la différence entre création et consommation. Un service peut recevoir beaucoup de nouveaux titres sans que ces titres représentent une part équivalente des écoutes. Une infographie qui confond dépôts et écoute construit un diagnostic trompeur.

Une mesure utile pour le secteur : publier séparément les titres déposés, les écoutes détectées comme artificielles, les revenus exclus de la répartition et les recours acceptés. Des contrôles plus stricts doivent aussi être évalués pour leurs erreurs sur les œuvres légitimes et sur les artistes de petits marchés.

La part d'une catégorie dans les dépôts n'est pas sa part dans les écoutes.

Figure 8. Déclarations de Deezer, juillet 2026, données 2025, S40. Deux dénominateurs ; aucun rapport d'audience entre les deux bandes n'est déduit.

Protéger la valeur, pas la course au compteur

Les consommateurs, les artistes et les partenaires ont besoin d'une audience qualifiée.

RISQUE	RECOMMANDATION
Camoufler une relation commerciale	**Exiger la divulgation des liens.** Les avis de salariés et les contenus rémunérés doivent être interprétables par le public ; le cas Sunday Riley montre le risque. [S48, S49]
Acheter une apparence de succès	**Évaluer des résultats réels.** Pour un artiste : auditeurs engagés, billetterie, contrats et droits effectivement reçus ; pour une marque : conversions et satisfaction.
Détourner les flux de rémunération	**Rendre les règles de répartition auditables.** Relier les interactions exclues, les montants retenus et les recours. Ne pas assimiler toute œuvre générée avec IA à une fraude. [S40, S41]

Les règles privées peuvent sanctionner les faux engagements. L'action des États relève d'autres compétences, avec des garanties de procédure et de liberté d'expression.



REJOIGNEZ NOS CYBERASTERS

cyberastre.com/joinus

Cyberastre #ReadyForward



Faire respecter les règles sans confisquer le débat.

INTRODUCTION

Les plateformes fixent des conditions d'utilisation ; les États appliquent leurs lois ; les droits fondamentaux limitent aussi leur action. Le retrait d'un compte, l'accès à des données et une condamnation pénale sont trois décisions de nature différente.

PROBLÉMATIQUE

Quels leviers peuvent réellement agir sur une opération, avec quelle compétence et quel recours ?

Journalistes à Goma, 1 août 2022, lors d'une cérémonie commémorative. MONUSCO / Kevin Jordan, CC BY-SA 2.0, S52. Photo de contexte, sans lien attribué avec les opérations du dossier.



REJOIGNEZ NOS CYBERASTERS

cyberastre.com/joinus

Cyberastre #ReadyForward

Trois niveaux de règle, trois types de décision

Le fait qu'une plateforme puisse retirer un compte ne suffit pas à établir une infraction.

Plateforme

Conditions contractuelles : métriques, identité, sanctions et recours internes.

État / justice

Texte applicable, faits, compétence, procédure et décision contestable.

Régulateur économique

Transparence commerciale, avis et obligations dans un territoire défini.

Le contrat de plateforme. YouTube interdit les métriques artificielles ; X décrit les comportements inauthentiques et le contournement des sanctions. Les textes historiques de Meta et de TikTok éclairent leurs approches de l'intégrité. Leur existence ne démontre pas une détection effective dans chaque langue ou chaque pays. [S39, S27, S29, S30]

Le droit national. Une autorité doit qualifier un acte au regard d'un texte applicable, identifier la personne ou le responsable concerné et respecter la compétence et la procédure. Une suspension privée et une peine pénale n'ont ni le même objet ni les mêmes exigences.

La régulation économique. La règle américaine de la FTC sur les avis et témoignages, effective le 21 octobre 2024, vise notamment certains faux indicateurs d'influence. Le §465.8 comporte des conditions de connaissance et d'usage commercial. Ce comparateur n'est pas la loi congolaise. [S43]

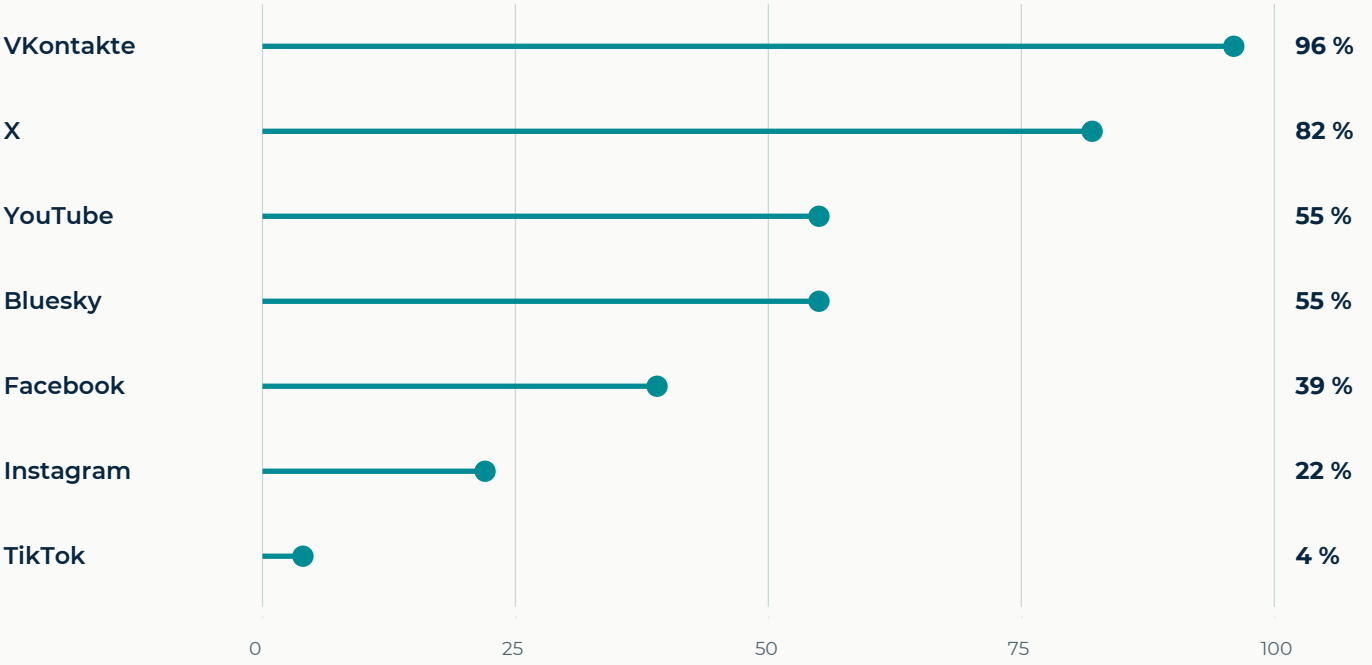
L'enquête devient plus efficace quand le dossier décrit les faits avant de choisir le levier. Une usurpation, un avis salarié caché et une menace peuvent appeler des signalements ou procédures différents. Le recours à la bonne règle réduit le risque de retirer des opinions authentiques tout en laissant intact le financement de la tromperie.

Identifier le comportement, la règle, l'autorité et le recours avant de demander une sanction.

Grille de compétences, S23, S24, S25, S26, S27, S28, S29, S30, S39, S43. Les règles citées ont des dates et des champs différents ; ce tableau n'est pas un avis juridique sur une affaire individuelle.

Les règles écrites rencontrent une livraison mesurable

Une expérience suit ce qui arrive aux comptes ayant fourni de l'engagement.



Le NATO StratCom COE publie en janvier 2026 une expérience menée de septembre à novembre 2025. Dans un contexte commercial non politique, le protocole indique 28 comptes créés, 126 publications et 252 euros d'achats d'engagement. Les auteurs identifient 30 011 comptes distincts parmi les fournisseurs d'interactions. [S46 p. 8-9]

Cinq semaines après l'achat, les taux de comptes identifiés retirés vont de 4 % pour TikTok à 96 % pour VKontakte. L'écart indique une différence dans cet échantillon. Il ne mesure ni la part de tous les faux comptes retirés, ni la sécurité générale d'une plateforme, ni son efficacité en RDC.

Le rapport comporte aussi des divergences internes sur certains coûts agrégés et sur l'activité TikTok restante. Ces données ne sont pas utilisées ici. Le centre appartient à l'environnement institutionnel de l'OTAN ; ses travaux ne sont pas assimilés à une position de l'Alliance.

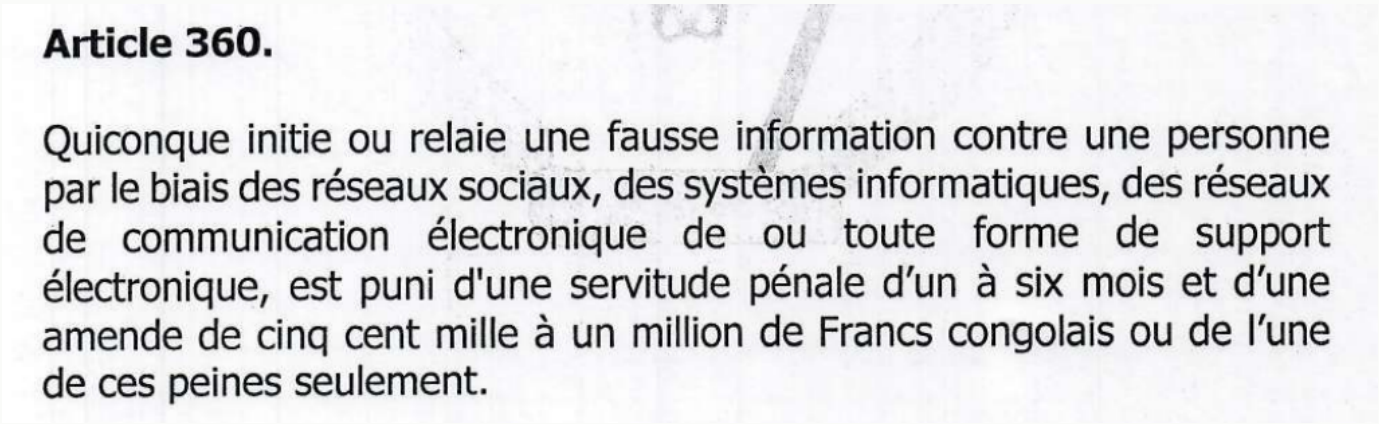
Pourquoi la persistance est possible : le contrôle porte sur de grands volumes, les signaux peuvent être incomplets et la coordination peut mêler des comptes authentiques et trompeurs. Ce sont des facteurs d'analyse, pas une recette de contournement. La question de recherche utile est de mesurer les délais, les erreurs et les possibilités de recours dans les langues concernées.

Un taux de retrait doit nommer le dénominateur, la fenêtre et la méthode.

Figure 9. S46 p. 12. Part des comptes identifiés retirés cinq semaines après l'achat. Comparaison limitée à l'expérience ; pas un taux mondial de faux comptes.

La RDC dispose de textes ; leur application exige des faits

Le Code du numérique date de 2023, la loi télécoms de 2020.



Article 360.

Quiconque initie ou relaie une fausse information contre une personne par le biais des réseaux sociaux, des systèmes informatiques, des réseaux de communication électronique de ou toute forme de support électronique, est puni d'une servitude pénale d'un à six mois et d'une amende de cinq cent mille à un million de Francs congolais ou de l'une de ces peines seulement.

2020 : télécommunications et TIC
2023 : Code du numérique

L'ordonnance-loi 23/010 du 13 mars 2023 porte le Code du numérique. La loi 20/017 du 25 novembre 2020 porte sur les télécommunications et les technologies de l'information. Les deux références ne sont pas interchangeables. [S23, S25]

L'article 360 du Code vise, selon ses termes, la diffusion de fausses informations contre une personne par les moyens numériques concernés. Il indique un à six mois de servitude pénale ou une amende de 500 000 à un million de francs congolais, selon la formulation reproduite ci-dessous. La capture conserve le texte afin que ses conditions soient lisibles. [S23, p. PDF 162]

Les articles voisins 358 et 359 concernent notamment le harcèlement. L'existence d'un texte ne permet pas de qualifier automatiquement tout message polémique. Le contenu, la cible, le contexte, l'auteur et les éléments requis par la disposition doivent être établis, puis discutés dans la procédure compétente.

La Constitution garantit l'expression, l'information et la vie privée, notamment aux articles 23, 24 et 31. Ces garanties doivent faire partie de l'analyse, tout comme les exigences du PIDCP sur les restrictions prévues par la loi et nécessaires. [S24, S31]

Cette lecture porte sur les textes publiés dans le corpus. Elle ne certifie ni leur consolidation exhaustive ni l'issue d'une affaire. Pour une enquête individuelle, la qualification et les voies de recours doivent être examinées avec un professionnel du droit dans le contexte applicable.

Le droit doit viser des actes établis ; une opinion critique ne devient pas une fraude par son seul désaccord.

Pièce 10. Code du numérique, article 360, p. PDF 162 / imprimée 161, copie ARE, S23. Extrait original, sans modification du texte.

Ce qu'un État peut demander à une plateforme

Conservation, communication, retrait et sanction exigent des bases différentes.

01	**Conserver**	Empêcher la disparition de données ciblées.	*Ne les communique pas.*
02	**Communiquer**	Obtenir des données par la voie compétente.	*N'exonère pas de les interpréter.*
03	**Retirer / sanctionner**	Appliquer une règle ou une décision motivée.	*Exige compétence et recours.*

Un État agit selon sa compétence, ses lois et les procédures de coopération applicables. Il peut disposer de voies pour demander la conservation de données, obtenir leur communication ou poursuivre une infraction. L'exécution transfrontalière et l'accès aux données ne résultent pas automatiquement d'une déclaration politique.

Les lignes directrices de X annoncent, sous conditions, une conservation temporaire de 90 jours à la demande des forces de l'ordre. Conserver empêche certaines données de disparaître ; cela ne les communique pas au demandeur. La demande d'accès suit sa propre procédure. [S28]

Dans l'Union européenne, le DSA organise des obligations, une supervision et des sanctions pour les services concernés. La Commission présente un plafond pouvant atteindre 6 % du chiffre d'affaires annuel mondial. Ce levier dépend du champ européen, de l'autorité compétente et de la procédure ; il ne constitue pas un pouvoir général de tout gouvernement sur tout réseau. [S26]

Pour la RDC : les leviers utiles à construire sont des interlocuteurs identifiés, des demandes juridiquement motivées, des capacités d'enquête et des rapports de transparence localisés. Les données recherchées doivent être proportionnées à l'affaire et protégées contre un usage détourné.

Le pouvoir de régulation se juge aussi à ses recours : une décision doit pouvoir être expliquée et contestée. La coupure générale d'un service peut priver les citoyens d'informations et d'activités sans identifier les opérateurs ni résoudre la question des financements. Les droits numériques documentés par LONDA fournissent un contexte critique à examiner. [S33]

Préserver une preuve, obtenir une donnée et sanctionner un acte sont trois opérations distinctes.

Synthèse des compétences et limites, S26, S28, S31, S33. La base légale et la procédure doivent être vérifiées pour chaque demande.

Le risque de censure fait partie du problème

Une politique de protection ne doit pas devenir un moyen de faire taire les critiques.

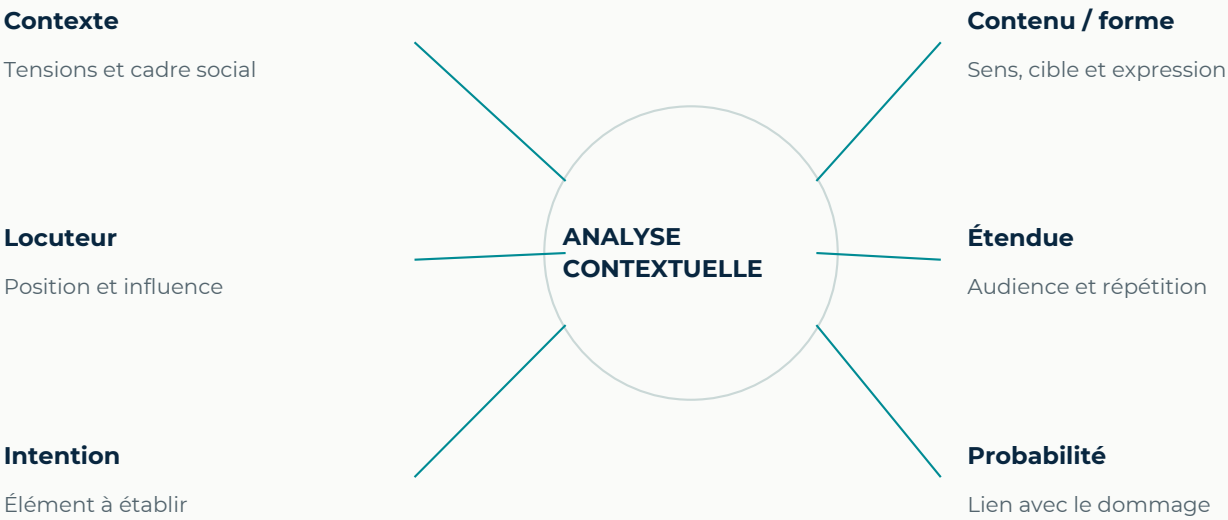
L'article 19 du PIDCP protège l'expression et encadre les restrictions. L'article 20 concerne notamment l'appel à la haine constituant une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence. L'analyse ne peut pas se réduire à la présence d'un mot offensant. [S31]

Le Plan de Rabat propose un examen du contexte, du locuteur, de l'intention, du contenu et de la forme, de l'étendue de la diffusion et de la probabilité du dommage. Le rappel de ce seuil élevé fournit un repère interprétatif ; il ne remplace pas un texte pénal national. [S32]

Une accusation d'« armée numérique » peut elle-même servir à délégitimer un mouvement authentique. C'est pourquoi les enquêteurs doivent séparer la preuve d'un contrôle caché de l'évaluation d'une opinion. Un citoyen anonyme ou un lanceur d'alerte peut avoir des raisons légitimes de protéger son identité.

Garanties à intégrer : raisons précises des décisions, préservation de la preuve, contrôle indépendant, voies de contestation et publication de statistiques d'erreur. Les droits des personnes visées par des campagnes et ceux des personnes modérées doivent être pris ensemble.

Mesurer seulement les comptes supprimés peut inciter à des retraits excessifs. Mesurer aussi les recours acceptés, les délais et les dommages évités permet de mieux évaluer la protection réelle du débat public.



La transparence doit s'appliquer aux opérateurs d'influence comme aux institutions qui les combattent.

Cadre de garanties proposé à partir de S24, S31 et S32. Les risques décrits sont des critères d'évaluation, pas des faits attribués à une autorité particulière.

Un pouvoir efficace est un pouvoir contrôlable

Faire correspondre l'acte, le levier et la garantie.

RISQUE	RECOMMANDATION
Demandes vagues ou massives de données	**Motiver et limiter chaque demande.** Préciser comptes, période, objet, base légale et autorité ; prévoir conservation puis accès selon les procédures. [S28]
Retraits sans recours	**Expliquer et permettre la contestation.** Suivre les erreurs, les langues et les délais ; mesurer la protection des personnes autant que les retraits.
Confusion entre critique et infraction	**Appliquer les garanties de droit.** Croiser le texte national, les faits et les exigences de nécessité et de proportionnalité. [S23, S24, S31]

Ces leviers demandent une capacité nationale de documentation. Le dernier chapitre transforme le diagnostic en responsabilités, dossiers et résultats mesurables.



REJOIGNEZ NOS CYBERASTERS

cyberastre.com/joinus

Cyberastre #ReadyForward



Une nation se protège par la qualité de ses preuves.

INTRODUCTION

Les réponses utiles relient protection immédiate, transparence financière, recherche et recours. Elles ont besoin de responsabilités claires et de critères de réussite. Il ne suffit pas de publier davantage de contre-messages ou de fermer davantage de comptes.

PROBLÉMATIQUE

Que peuvent faire une rédaction, un citoyen, une institution et une communauté de recherche, dès maintenant et dans les cent prochains jours ?

Marché de Kinshasa, 1 août 2023. Oussama Hamama, CC BY-SA 4.0, S53. Photo de contexte économique ; les personnes ne sont pas reliées aux opérations étudiées.



REJOIGNEZ NOS CYBERASTERS

cyberastre.com/joinus

Cyberastre #ReadyForward

Reconnaître un faisceau sans fabriquer un coupable

Un indice déclenche une vérification ; plusieurs indices ne remplacent pas une pièce décisive.

Une hausse brusque d'activité, des phrases identiques ou des comptes récents peuvent signaler une coordination. Ils peuvent aussi correspondre à un événement public, à une campagne assumée ou à des nouveaux utilisateurs. Aucun de ces indices ne suffit à qualifier une opération de trompeuse.

Des changements de nom inexpliqués, un lien commercial caché ou une fausse présentation de média soulèvent une question plus précise. L'historique, la facture et la mention légale sont alors plus utiles qu'un score automatique de « bot ». Les traces doivent être datées, conservées et confrontées à une explication alternative.

Le contrôle commun devient plus défendable avec des éléments d'administration, des consignes originales ou des documents contractuels corroborés. Ces éléments ne doivent être obtenus que par des voies licites. Des relations amicales ou une photo commune ne prouvent pas une instruction financière.

La règle de rédaction : décrire d'abord ce qui est observé. « Ces comptes ont publié le même texte dans cette fenêtre » est plus précis que « voici les agents d'un candidat ». Passer à une attribution exige de présenter les liens et de donner aux personnes concernées une possibilité de réponse.

Les détecteurs d'IA, les photos de profil et les ressemblances linguistiques peuvent se tromper. Ils servent à orienter une enquête, pas à publier une identité ou à prononcer un verdict.

SIGNAL	**Répétition, pic, comptes récents** Chercher une explication concurrente.
LIEN DOCUMENTÉ	**Nom, administration, consigne** Vérifier l'origine et le contexte.
ATTRIBUTION	**Contrat, contrôle et financement** Corroborer et solliciter une réponse.

Chercher une explication concurrente renforce le dossier ; cela ne le fragilise pas.

Grille d'enquête Cyberastre. Aucun score ni seuil automatique de culpabilité n'est proposé.

Transformer un signal en dossier exploitable

Une chronologie courte et des pièces stables valent mieux qu'une accumulation de captures.

Définir. Écrire la question avant de collecter : identité usurpée, contrôle caché, harcèlement ou paiement ? Fixer une période, les plateformes et l'unité d'analyse. Chaque ajout doit aider à répondre à cette question.

Conserver. Enregistrer l'URL, la date et le fuseau, le fichier original et le contexte de navigation. Pour un compteur, préciser la date de capture. Un fichier enregistré et son empreinte permettent de vérifier la stabilité de la pièce ; ils n'authentifient pas son contenu à eux seuls.

Relier. Construire une chronologie et un tableau des actifs. Distinguer un même texte, une même administration et un même paiement. Un nom de bénéficiaire doit être vérifié avec la source du document et, si possible, une confirmation indépendante.

Contredire. Tester l'hypothèse d'une mobilisation authentique, d'une coïncidence ou d'un contenu recopié sans consigne. Adresser des questions précises aux acteurs concernés et conserver leurs réponses. Le silence n'est pas une preuve de culpabilité.

Publier et protéger. Montrer les extraits nécessaires, leur statut et les limites. Masquer les coordonnées privées non probantes, protéger les témoins et éviter de republier inutilement les messages ciblant des victimes. Décrire les corrections apportées au dossier lorsque de nouvelles pièces apparaissent.

01	**DÉFINIR**	Une question, une fenêtre, une unité.
02	**CONSERVER**	URL, original, date, contexte, empreinte.
03	**RELIER**	Chronologie, actifs, paiements, livrables.
04	**CONTREDIRE**	Alternatives, recoupement, réponse des acteurs.
05	**PUBLIER**	Statuts, extraits utiles, protection et corrections.

Le dossier doit pouvoir être repris par un autre enquêteur sans dépendre de la mémoire de son auteur.

Protocole proposé pour les rédactions et associations. Les pièces sensibles exigent des conditions de stockage, d'accès et de conservation adaptées.

Cent jours pour rendre le système plus observable

Un programme proposé, avec responsables et résultats contrôlables.

J1-30	**Définir / ouvrir**	*Institutions, médias, plateformes* Contacts, registre de pièces, contrats publiés
J31-60	**Documenter / répondre**	*Partis, agences, société civile* Déclarations, protocole, réponses motivées
J61-100	**Évaluer / corriger**	*Comité indépendant pluraliste* Délais, recours, erreurs et dépenses contrôlées

L'objectif n'est pas de créer une administration de la vérité. Il est de permettre aux citoyens, chercheurs et autorités de qualifier des opérations précises et d'obtenir des recours. Le calendrier ci-dessous est une proposition ; il ne décrit pas un programme déjà adopté ni un budget engagé.

Le premier mois sert à clarifier les responsabilités et les canaux de réponse. Une rédaction peut ouvrir un registre de pièces ; une institution peut publier ses contrats de communication ; une plateforme peut identifier un point de contact pour les langues et les incidents documentés.

Les semaines suivantes doivent produire des résultats visibles : déclarations de prestations, protocole de conservation, premiers jeux de données anonymisés et rapport sur les signalements. Les partis, les agences et les bénéficiaires de publicité devraient pouvoir expliquer qui paie, quelle méthode est utilisée et qui valide le contenu.

À cent jours, l'évaluation doit examiner les délais de traitement, les réponses motivées, les recours et les dépenses documentées. Un tableau affichant seulement des volumes de comptes retirés ne permet pas de savoir si les personnes sont mieux protégées.

La gouvernance doit associer chercheurs, médias, société civile et professionnels du droit, avec déclaration des conflits d'intérêts. Les données personnelles ne sont pas une ressource libre au seul motif que l'objectif est civique.

La première victoire est une décision explicable, une dépense traçable ou une victime effectivement aidée.

Programme de travail Cyberastre. Échéances indicatives ; livrables et indicateurs à convenir avec les acteurs concernés.

Pour les lecteurs : réduire l'amplification et garder une preuve

Des gestes proportionnés au risque, sans devenir enquêteur clandestin.

Avant de partager une citation spectaculaire, chercher son origine : déclaration complète, vidéo, document ou vérification indépendante. Un portrait et des milliers de partages ne valident pas un propos. Lire la date évite de transformer un ancien épisode en actualité.

En cas d'usurpation ou de harcèlement, conserver les URL et les extraits nécessaires avant le signalement. Adapter les paramètres de confidentialité, alerter des proches de confiance et rechercher un accompagnement adapté lorsque la sécurité est menacée. Éviter de publier les coordonnées privées d'une personne soupçonnée : cela peut créer une nouvelle victime.

Pour une association, choisir un petit nombre de signaux bien documentés permet une réponse plus rapide. Un tableau précis des messages, dates, cibles et règles concernées est plus utile qu'une liste publique d'« ennemis ». La discussion avec une plateforme doit pouvoir être suivie et contestée.

Des travaux expérimentaux montrent que de courtes explications sur les procédés de manipulation peuvent améliorer la résistance à certaines formes de désinformation. L'étude de Roozenbeek et ses coauteurs ne mesure pas l'effet d'une politique congolaise. Des formats en langues locales devraient être testés, avec des indicateurs de compréhension et de persistance. [S22]

Le réflexe collectif à installer est simple : demander « quelle est la pièce ? » tout en acceptant qu'une bonne enquête puisse conclure « ce lien n'est pas encore démontré ».

01	02	03
VÉRIFIER	**CONSERVER**	**SIGNALER**
Origine · date · contexte	Pièces · sécurité · soutien	Acte · règle · recours

Ne pas ajouter une accusation non étayée au bruit que l'on cherche à réduire.

Recommandations générales de documentation et de protection. Les réponses doivent tenir compte de la situation de la personne et du contexte local.

Ce qu'il faut encore mesurer en RDC

Un programme de recherche reproductible, sans fausse précision nationale.

Une question testable : dans quelles conditions une coordination dissimulée modifie-t-elle l'accès à l'information, le coût de participation ou une décision économique ? Il faut définir séparément la présence de l'opération, l'exposition et l'effet.

Une étude pourrait sélectionner des fenêtres d'actualité et des espaces consentis dans plusieurs territoires, coder les messages selon une grille publiée et comparer les évaluations de plusieurs annotateurs. Elle devrait suivre aussi les corrections, les comptes authentiques modérés à tort et les langues sous-observées. Les groupes privés exigent une réflexion éthique et une protection des participants.

Pour l'économie, les pièces prioritaires sont les contrats, factures, achats publicitaires et revenus réellement perçus. Une enquête sur les artistes devrait rapprocher audiences qualifiées, droits versés et débouchés, avec consentement. Un prix de catalogue ou un compteur public ne permet pas de calculer une perte nationale.

Pour la causalité, il faut un protocole capable de traiter l'auto-sélection : les personnes déjà convaincues peuvent suivre davantage certains contenus. Des comparaisons temporelles ou des expériences consenties peuvent aider, mais leurs limites doivent être publiées. L'étude américaine discutée au chapitre 4 montre pourquoi exposition et persuasion ne peuvent pas être confondues. [S21]

La réplication exige des définitions, du code ou des calculs accessibles, une politique de données et un registre des corrections. Ce dossier fournit une base documentaire ; la validation scientifique d'un mémoire demande ensuite une enquête et une évaluation propres.

Opération	Actifs et contrôle commun	*Corpus + pièces d'administration*
Économie	Commande, travail et paiement	*Contrats + flux + livrables*
Effets	Exposition et conséquences	*Enquêtes consenties + protocole*
Modération	Délais, langues et erreurs	*Décisions + recours + suivi*

Mesurer l'incertitude est une partie du résultat, pas un défaut à masquer.

Propositions de recherche Cyberastre. Aucune collecte nationale originale ni estimation du nombre total d'opérateurs n'est revendiquée.

La priorité : rendre la confiance contrôlable

Les recommandations finales suivent les preuves disponibles.

RISQUE	RECOMMANDATION
Pour les institutions et les partis	**Publier les financements de communication.** Identifier prestataires, bénéficiaires et méthodes ; assurer contrôle indépendant et recours.
Pour les médias et les chercheurs	**Publier des dossiers reproductibles.** Périmètre, unité, statut, pièce et limites doivent accompagner chaque conclusion.
Pour les plateformes et la population	**Protéger les personnes et mesurer les erreurs.** Des canaux accessibles, des décisions motivées et des recours suivis valent davantage qu'un compteur isolé de retraits.

Le corpus établit des pratiques précises et laisse des responsabilités ouvertes. La réponse la plus solide associe des pièces, des droits et une mesure des résultats : c'est la condition pour réduire la manipulation sans dégrader le débat public.



REJOIGNEZ NOS CYBERASTERS

cyberastre.com/joinus

Cyberastre #ReadyForward

Sources

01 / 08 · DOCUMENTS, ÉTUDES ET CRÉDITS

S01 **Cyberastre**

Souveraineté numérique de la RDC · Août 2025

https://cyberastre.com/web/content/5047?download=1

PDF de 30 pages, particulièrement p. 4-5, 28-29. Revue critique ciblée ; estimations de projet à distinguer des observations.

S02 **Cyberastre**

Économie invisible des données en RDC · Avril 2025

https://cyberastre.com/web/content/5045?download=1

PDF de 56 pages, particulièrement p. 21-23 et 55. Les revenus évoqués ne constituent pas des comptes audités de plateformes pour la RDC.

S03 **Cyberastre**

Top 50 des sites web et applications utilisés en RDC · 2024-2025

https://cyberastre.com/web/content/5043?download=1

PDF de 24 pages, p. 2-4. Sources et périodes hétérogènes ; incohérences de classement visibles.

S04 **Cyberastre**

Cyberattacks in the DRC 2015-2024 · Avril 2025

https://cyberastre.com/web/content/5041?download=1

PDF de 20 pages, notamment p. 3 et 15-16. Compilation historique ; certains cas sont explicitement contestés.

S05 **Internet Society**

GOMIX Brings Faster, Cheaper Internet to Millions in Eastern DRC · Janvier 2022

https://www.internetsociety.org/blog/2022/01/gomix-brings-faster-cheaper-internet-to-millions-in-eastern-drc/

Source institutionnelle du chiffre de 95 % : connectivité fournie par des FAI pouvant échanger localement, et non mesure de trafic sortant.

S06 **Meta, alors Facebook**

July 2020 Coordinated Inauthentic Behavior Report · 6 août 2020

https://about.fb.com/news/2020/08/july-2020-cib-report/

Source primaire de retrait. Section Democratic Republic of Congo : 66 comptes Facebook, 63 Pages, 5 groupes, 25 comptes Instagram.

S07 **Tessa Knight, DFRLab**

Des pages Facebook non authentiques rebaptisées pour promouvoir un homme politique de la RDC · 7 août 2020

https://dfrlab.org/2020/08/07/des-pages-facebook-non-authentiques-rebaptisees-pour-promouvoir-un-homme-politique-de-la-rdc/

Enquête technique sur des actifs partagés par Facebook ; échantillon analysé distinct du périmètre total retiré. Partenariat déclaré avec la plateforme.

Sources

02 / 08 · DOCUMENTS, ÉTUDES ET CRÉDITS

S08 **Les Observateurs, France 24**

Enquête sur des pages congolaises de fausses citations autour du Covid-19 · 7 mai 2020

https://observers.france24.com/fr/20200507-rd-congo-pages-fausses-citations-covid-19-browns-verite-grassd-intox

Article et entretiens consultés dans le navigateur. Capture du titre uniquement. Déclarations des administrateurs, sans audit financier.

S09 **Internews et LARSICOM**

Médias sociaux et més désinformation dans le contexte électoral en RDC · Mai 2024

https://archived.internews.org/wp-content/uploads/2024/08/Medias-sociaux-desinformation-contexte-electoral_RD_Congo_Internews_LARSICOM.pdf

PDF de 60 pages. Méthodes p. 8-12 ; groupes p. 10 ; typologie p. 18-19 ; observations p. 26 ; témoignages p. 31. Copie publique archivée de l'éditeur.

S10 **Centre Carter**

Élections générales en République démocratique du Congo décembre 2023 Rapport final · 2024

https://cartercentee50c07c05.blob.core.windows.net/blobcartercentee50c07c05/wp-content/uploads/2024/07/drc-final-report-2023-fr.pdf

PDF de 79 pages, p. 40-44. Observation ciblée des discours des élites, à distinguer de la surveillance de WhatsApp.

S11 **Simon Kemp, DataReportal et Kepios**

Digital 2025 The Democratic Republic of the Congo · 2025

https://datareportal.com/reports/digital-2025-democratic-republic-of-the-congo

Instantané début 2025. Internautes, connexions mobiles et identités de médias sociaux sont des unités différentes. Audiences publicitaires non assimilables à des utilisateurs actifs uniques.

S12 **Mozilla Foundation**

Inside the Shadowy World of Disinformation for Hire in Kenya · 2021, observation mai-juin

https://foundation.mozilla.org/documents/220/Report_Inside_the_shadowy_world_of_disinformation_for_hire_in_Kenya__Updated.pdf

PDF de 17 pages. Corpus technique p. 4 ; rémunérations rapportées et M-Pesa p. 7. Témoignages, pas barème national ni preuve de salaires congolais.

S13 **Morgan Wack, Darren Linvill et Patrick Warren, Clemson University**

Old Despots New Tricks An AI Empowered Pro Kagame RPF Coordinated Influence Network on X · Juin 2024

https://open.clemson.edu/mfh_reports/5/

Notice universitaire vérifiée. Téléchargement intégral inaccessible lors de la collecte ; les résultats utilisés sont recoupés avec S14 et le commentaire de l'auteur S15.

S14 **Freedom House**

Rwanda Freedom on the Net 2024 · 2024

https://freedomhouse.org/country/rwanda/freedom-net/2024

Section B5 et références. Réseau de 464 comptes, contenus favorables au gouvernement et usage de textes générés. Source de synthèse, non preuve bancaire.

Sources

03 / 08 · DOCUMENTS, ÉTUDES ET CRÉDITS

S15 **Morgan Wack, The Conversation, republication Polity**

AI propaganda campaign in Rwanda has been pushing pro Kagame messages · 12 juillet 2024

https://www.polity.org.za/article/ai-propaganda-campaign-in-rwanda-has-been-pushing-pro-kagame-messages-a-dangerous-new-trend-in-africa-2024-07-12

Présentation par un auteur de la recherche. Les comptes identifiés ne représentent pas la totalité des soutiens au gouvernement rwandais.

S16 **Africa Center for Strategic Studies**

Mapping a Surge of Disinformation in Africa · 13 mars 2024

https://africacenter.org/spotlight/mapping-a-surge-of-disinformation-in-africa/

Inventaire documentaire de 189 campagnes. Institution rattachée au département américain de la Défense ; catégories et visibilité des sources influencent le décompte.

S17 **FBI, dépôt au tribunal fédéral de Pennsylvanie orientale**

Doppelganger Affidavit in Support of Seizure Warrant · 4 septembre 2024

https://www.justice.gov/d9/2024-09/doppelganger_affidavit_9.4.24.pdf

Case 2:24-mj-01395, document 4, 277 pages. Factures décrites §62, p. 25-26 ; flux crypto §79-84, p. 35-38 ; six versements p. 56-57. Déclaration sous serment à l'appui d'une saisie, pas jugement de culpabilité.

S18 **US Department of Justice**

Justice Department Disrupts Covert Russian Government Sponsored Foreign Malign Influence Operation · 4 septembre 2024

https://www.justice.gov/archives/opa/pr/justice-department-disrupts-covert-russian-government-sponsored-foreign-malign-influence

Communiqué de l'accusation sur la saisie de 32 domaines. À lire avec l'affidavit S17, non comme décision définitive.

S19 **US Department of Justice**

Two RT Employees Indicted for Covertly Funding and Directing US Company · 4 septembre 2024

https://www.justice.gov/archives/opa/pr/two-rt-employees-indicted-covertly-funding-and-directing-us-company-published-thousands

Accusations de financement proche de 10 millions USD. Affaire distincte de Doppelganger ; aucune transposition à la RDC.

S20 **Graphika et Stanford Internet Observatory**

Unheard Voice Evaluating Five Years of Pro Western Covert Influence Operations · 24 août 2022

https://www.graphika.com/reports/unheard-voice

Présentation publique du rapport et résultats d'engagement consultés. Données issues de retraits Twitter et Meta ; ne pas attribuer automatiquement toute activité pro-occidentale à un État.

S21 **Gregory Eady et ses coauteurs**

Exposure to the Russian Internet Research Agency foreign influence campaign on Twitter · 9 janvier 2023

https://doi.org/10.1038/s41467-022-35576-9

Nature Communications 14, 62. Enquête longitudinale et expositions Twitter durant l'élection américaine de 2016 ; portée externe limitée.

Sources

04 / 08 · DOCUMENTS, ÉTUDES ET CRÉDITS

S22 **Jon Roozenbeek et ses coauteurs**

Psychological inoculation improves resilience against misinformation on social media · 24 août 2022

https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC9401631/

Science Advances 8, eabo6254, DOI 10.1126/sciadv.abo6254. Six expériences randomisées et une étude de terrain ; ne mesure pas l'effet d'une politique congolaise.

S23 **République démocratique du Congo, copie publiée par l'ARE**

Ordonnance loi 23 010 du 13 mars 2023 portant Code du numérique · 13 mars 2023

https://are.gouv.cd/wp-content/uploads/2023/05/04042023-ORDONNANCE-LOI-23-010-DU-13-MARS-PORTANT-CODE-DU-NUMERIQUE_compressed.pdf

Texte primaire de 175 pages PDF. Articles 358-360 : p. PDF 162, page imprimée 161. Analyse du texte publié ; consolidation exhaustive des textes d'application non certifiée.

S24 **République démocratique du Congo, Journal officiel**

Constitution du 18 février 2006 texte coordonné après révision de 2011 · 5 février 2011

https://www.leganet.cd/Legislation/JO/2011/JOS.05.02.2011.pdf

Articles 23, 24 et 31 : expression, information, vie privée et communications. Reproduction du Journal officiel, hébergée par Leganet.

S25 **Agence pour le développement du numérique**

Textes légaux et réglementaires · Consulté le 20 octobre 2026

https://adn.cd/fr/ressources/textes-legaux-et-reglementaires

Répertoire institutionnel distinguant loi 20/017 du 25 novembre 2020 sur les télécommunications et ordonnance loi 23/010 du 13 mars 2023.

S26 **Commission européenne**

Digital Services Act Questions and Answers · Version consultée le 20 octobre 2026

https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/faqs/digital-services-act-questions-and-answers

Source officielle explicative. Champ UE, obligations des très grandes plateformes et plafond de sanction de 6 % du chiffre d'affaires annuel mondial.

S27 **X**

Authenticity · Avril 2025, consulté le 20 octobre 2026

https://help.x.com/en/rules-and-policies/authenticity

Règle de plateforme : comptes et comportements trompeurs, médias manipulés et contournement des sanctions. La coordination authentique peut être autorisée.

S28 **X**

Guidelines for law enforcement · Consulté le 20 octobre 2026

https://help.x.com/en/rules-and-policies/x-law-enforcement-support

Conservation temporaire annoncée de 90 jours, sous conditions. Préserver des données et les communiquer sont deux opérations distinctes.

Sources

05 / 08 · DOCUMENTS, ÉTUDES ET CRÉDITS

S29 **TikTok**

Community Guidelines Integrity and Authenticity · Version publiée le 17 avril 2024

https://www.tiktok.com/community-guidelines/en/integrity-authenticity/

Version historique consultable : opérations d'influence clandestines et faux engagements interdits. Ne constitue pas un audit de l'application des règles en 2026.

S30 **Meta**

How We Respond to Inauthentic Behavior on Our Platforms Policy Update · 21 octobre 2019

https://about.fb.com/news/2019/10/inauthentic-behavior-policy-update/

Explication historique de l'approche comportementale CIB. Utilisée pour interpréter le retrait de 2020, sans prétendre inventorier les politiques actuelles.

S31 **Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme**

Reporting under the International Covenant on Civil and Political Rights Training Guide · Texte consulté le 20 octobre 2026

https://www.ohchr.org/Documents/Publications/Reporting-ICCPR-Training-Guide.pdf

Reproduction des articles 19 et 20 du PIDCP : expression, restrictions prévues par la loi et nécessaires, incitation à la haine.

S32 **Procédures spéciales des Nations unies**

Communication publique rappelant le test du Plan de Rabat · 2023

https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownLoadPublicCommunicationFile?gId=28063

Rappel du seuil élevé de l'incitation pénalement répréhensible et de l'analyse contextuelle. Repère interprétatif, pas loi pénale congolaise autonome.

S33 **Noël Kabeya, Paradigm Initiative**

LONDA 2025 République démocratique du Congo · 2025

https://paradigmhq.org/londa2025/fr/countries/democratic-republic-of-congo.html

Rapport sur droits numériques et inclusion, méthodes documentaire et entretiens. Appréciation d'une organisation de défense des droits, non jugement.

S34 **Radio Okapi**

Insultes et diffamation sur les réseaux sociaux Que dit la loi · 14 août 2026

https://www.radiookapi.net/2026/08/14/emissions/okapi-service/insultes-et-diffamation-sur-les-reseaux-sociaux-que-dit-la-loi

Émission et introduction écrite ; capture du titre. Témoigne de l'existence du débat public, sans établir des paiements individuels.

S35 **Facebook**

July 2020 Detailed Coordinated Inauthentic Behavior Report · 6 août 2020

https://about.fb.com/wp-content/uploads/2020/08/July-2020-CIB-Report.pdf

PDF original de 32 pages téléchargé. Dossier RDC p. PDF 16-17 : environ 29 000 USD de publicité, réglée surtout en euros et dollars ; période propre aux dépenses non détaillée. Consultation Web parfois lente ; extrait et empreinte…

Sources

06 / 08 · DOCUMENTS, ÉTUDES ET CRÉDITS

S36 **Nathaniel Gleicher, Facebook**

Removing Coordinated Inauthentic Behavior From Israel · Mai 2019

https://about.fb.com/news/2019/05/removing-coordinated-inauthentic-behavior-from-israel/

Retrait de 265 actifs reliés à Archimedes Group. Environ 812 000 USD de publicité pour l'ensemble du réseau ; exemples de contenus relatifs à Martin Fayulu. Ne ventile pas les dépenses par pays.

S37 **IFPI**

Global Music Report 2026 - State of the Industry · Mars 2026, données 2025

https://www.ifpi.org/wp-content/uploads/2026/03/GMR2026_SOTI.pdf

PDF de 29 doubles pages. Vue mondiale p. PDF 4, pages imprimées 6-7. Série historique dans cette édition, en USD courants. Organisation représentant les producteurs phonographiques ; chiffre d'affaires de gros de la musique enregistrée,...

S38 **YouTube**

8 Billion: YouTube's twin engine continues to fuel the future of music · 23 octobre 2025

https://blog.youtube/news-and-events/8-billion-youtubes-twin-engine-continues-to-fuel-the-future-of-music/

Déclaration de la plateforme : plus de 8 milliards USD versés à l'industrie musicale entre juillet 2024 et juin 2025. Capture de la phrase chiffrée ; aucun montant attribuable à la RDC.

S39 **YouTube Help**

Fake engagement policy · Consulté le 20 octobre 2026

https://support.google.com/youtube/answer/3399767?hl=en

Règles interdisant les augmentations artificielles de vues, mentions J'aime, commentaires et autres métriques. Distinguer publicité déclarée et engagement trompeur ; une prestation externalisée reste soumise aux règles.

S40 **Deezer, Jesper Wendel**

AI music has surpassed 50% of new music uploads for the first time · 21 juillet 2026

https://newsroom-deezer.com/2026/07/ai-music-exceeds-50-percent-daily-uploads-deezer/

Déclarations de l'entreprise. FAQ : jusqu'à 85 % d'écoutes frauduleuses sur les titres entièrement générés par IA en 2025, contre 8 % sur l'ensemble du catalogue. Méthodes internes ; aucun transfert de ces taux à YouTube ou à la RDC. Le...

S41 **US Department of Justice, SDNY**

North Carolina Man Sentenced To 18 Months In Prison For Super Intelligence-Assisted Music Streaming Fraud · 6 octobre 2026

https://www.justice.gov/usao-sdny/pr/north-carolina-man-sentenced-18-months-prison-super-intelligence-assisted-music

Communiqué officiel : Michael Smith, plaidoyer de culpabilité le 19 mars 2026, peine de 18 mois et confiscation de 8 091 843,64 USD. Distinguer peine prononcée, fonds frauduleusement obtenus et recouvrement effectif. Capture du titre et...

S42 **Federal Trade Commission**

Devumi et Sunday Riley - annonces des accords proposés · Octobre 2019

https://search.ftc.gov/news-events/news/press-releases/2019/10/devumi-owner-ceo-settle-ftc-charges-they-sold-fake-indicators-social-media-influence-cosmetics-firm

Accusations et accords annoncés en 2019. Devumi : plus de 58 000 commandes de followers Twitter et 32 000 ventes de vues YouTube selon la plainte ; unités = commandes, pas comptes ou vues. Pour Sunday Riley, voir l'issue administrative...

Sources

07 / 08 · DOCUMENTS, ÉTUDES ET CRÉDITS

S43 **Federal Trade Commission**

Consumer Reviews and Testimonials Rule - Questions and Answers · Règle effective le 21 octobre 2024

https://search.ftc.gov/business-guidance/resources/consumer-reviews-testimonials-rule-questions-answers

Droit américain, 16 CFR Part 465, notamment §465.8. Conditions liées à la connaissance du caractère faux et à l'usage commercial. Ne s'applique pas comme loi congolaise.

S44 **QQTube**

Services & Pricing · Capture du 20 octobre 2026

https://www.qqtube.com/services

Offre publique observée : service 7363, YouTube Views, 2,53 USD pour 1 000 ; minimum annoncé 100, maximum 1 000 000. Tarif affiché, sans achat ni test de livraison. Le catalogue comprend des services de natures différentes, dont des…

S45 **Europol, avec images de l'opération communiquées par la police lettone**

Cybercrime-as-a-service takedown: 7 arrested - SIMCARTEL · 17 octobre 2025 ; opération du 10 octobre

https://www.europol.europa.eu/media-press/newsroom/news/cybercrime-service-takedown-7-arrested

Communiqué et galerie photographique d'origine. 1 200 dispositifs SIM-box, 40 000 SIM actives saisis ; plus de 49 millions de comptes créés selon les enquêteurs. Enquête sur des suspects, sans jugement de culpabilité présenté ici. Aucun…

S46 **Gundars Bergmanis-Korāts, Tetiana Haiduchyk, Bohdan Smolts, NATO StratCom COE**

Social Media Manipulation for Sale - 2025 Experiment · Janvier 2026 ; expérience septembre-novembre 2025

https://stratcomcoe.org/publications/download/Social-Media-Manipulation-FINAL-FILE.pdf

PDF de 38 pages. Protocole p. 8-9 ; comptes retirés p. 12 ; activité p. 13 ; traçage p. 27-28. Expérience commerciale non politique. Incohérences du rapport sur certains coûts agrégés et le taux TikTok d'activité restante : non…

S47 **Samantha Bradshaw, Hannah Bailey, Philip N. Howard, Oxford Internet Institute**

Industrialized Disinformation: 2020 Global Inventory of Organized Social Media Manipulation · 13 janvier 2021

https://demtech.oii.ox.ac.uk/research/posts/industrialized-disinformation/

Inventaire de 81 pays pour 2020. Recherche documentaire et études de pays ; ne mesure pas la part mondiale des comptes manipulés ni la situation de 2026.

S48 **Federal Trade Commission**

Sunday Riley - Complaint · Octobre 2019

https://search.ftc.gov/system/files/documents/cases/192_3008_sunday_riley_complaint_0.pdf

Plainte de 5 pages. Page PDF 3 : extrait du message interne allégué sur les avis négatifs et les notes visées. Document de l'accusation, pas message collecté directement par Cyberastre. La capture conserve cette provenance.

S49 **Federal Trade Commission**

Final consent agreement with Sunday Riley Modern Skincare · 6 novembre 2020

https://search.ftc.gov/news-events/news/press-releases/2020/11/ftc-approves-final-consent-agreement-sunday-riley-modern-skincare-llc

Décision administrative finale par consentement : interdiction de fausse indépendance et obligation de divulguer les liens matériels. L'accord n'est pas une condamnation pénale. Décision et ordre :…

Sources

08 / 08 · DOCUMENTS, ÉTUDES ET CRÉDITS

S50 **AFP Factuel**

Non, Barack Obama n'a pas recommandé aux Africains de ne pas se faire vacciner contre le Covid-19 · 29 décembre 2020

https://factuel.afp.com/non-barack-obama-na-pas-recommande-aux-africains-de-ne-pas-se-faire-vacciner-contre-le-covid-19

Vérification d'une fausse citation antivaccinale circulant depuis avril 2020. Variante de la même famille de messages que la capture DFRLab ; ne remplace pas la provenance propre de cette dernière.

S51 **MONUSCO / John Bopengo**

Voters casting votes, Kinshasa · 30 décembre 2018

https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Voters_casting_votes_(44709857630).jpg

Photographie de contexte. CC BY-SA 2.0, https://creativecommons.org/licenses/by-sa/2.0/. Recadrage de mise en page ; aucune personne photographiée n'est présentée comme opérateur de manipulation.

S52 **MONUSCO / Kevin Jordan**

DRC Journalists, Goma · 1 août 2022

https://commons.wikimedia.org/wiki/File:DRC_Journalists_-_2022_(52260083019).jpg

Journalistes lors d'une cérémonie à la mémoire des victimes des manifestations de la semaine précédente. CC BY-SA 2.0, https://creativecommons.org/licenses/by-sa/2.0/. Recadrage de mise en page ; photographie de contexte, sans...

S53 **Oussama Hamama**

Kinshasa Farmers' Market · 1 août 2023

https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Kinshasa_Farmers%27_Market.jpg

Photographie de contexte économique, sans lien établi avec les opérations étudiées. CC BY-SA 4.0, https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/. Recadrage de mise en page. Les adaptations de ces photos restent sous leur licence...

Comment utiliser ce dossier

Objet et date. Cette étude documentaire, arrêtée au 20 octobre 2026, propose une lecture socio-économique et cyber de l'influence organisée. Elle ne présente pas de recensement national des opérateurs, d'infiltration, d'entretiens originaux ou de dossiers bancaires confidentiels. La préparation éditoriale, l'analyse et la mise en page ont bénéficié d'une assistance d'IA.

Pièces et calculs. Les fichiers de sources réunissent le registre bibliographique, les données des figures, les captures retenues, les crédits et leurs empreintes. Les calculs descriptifs sont distingués des valeurs publiées. Les offres de services ont été observées sans achat ni test. Les sources de procédure conservent leur statut : allégation, accord ou condamnation.

Images. Les photographies de contexte ne désignent pas les personnes représentées comme auteurs de manipulation. Les images de SIMCARTEL concernent une opération européenne. Les captures conservent la provenance de leur publication. La seule scène générée utilisée dans cette édition est l'ouverture du chapitre consacré aux marchés de l'attention ; elle porte la mention « image générée par Cyberastre pour illustration ».

Prolongement des études Cyberastre. Les quatre études antérieures fournissent un cadrage infrastructures-données-sécurité. Le présent dossier précise les unités et les dates : le taux ISOC de plus de 95 % concerne les FAI pouvant échanger aux IXP, pas une part de trafic sortant du pays ; le Top 50 juxtapose des périodes et contient un ordre de classement à contrôler ; une valeur de données n'est pas une perte nationale auditée. [S01, S02, S03, S04, S05]

Réutilisation. Les photos S51, S52 relèvent de CC BY-SA 2.0 et S53 de CC BY-SA 4.0. Leurs adaptations de recadrage restent sous leurs licences respectives. Les documents de tiers, captures et logos conservent leurs droits et leurs attributions. Les logos identifient les sources citées et ne signifient pas un partenariat avec Cyberastre.

Corrections. Toute actualisation devrait conserver l'ancienne version, dater la modification et préciser quelle pièce change la conclusion. Pour un mémoire universitaire, ce dossier constitue une base documentaire à compléter par un protocole, une enquête et une évaluation académiques propres.



REJOIGNEZ NOS CYBERASTERS

cyberastre.com/joinus

Cyberastre #ReadyForward

La confiance se construit avec des preuves.

Une origine. Une date. Un périmètre.
Et le droit de contester la conclusion.

POUR PROLONGER LA LECTURE



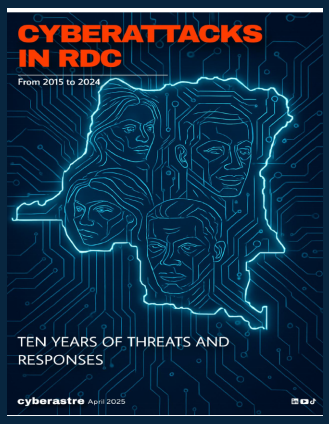
Souveraineté · S01



Données · S02



Usages · S03



Cyberattaques · S04

Retrouvez nos études

cyberastre.com/ressources



REJOIGNEZ NOS CYBERASTERS

cyberastre.com/joinus

Cyberastre #ReadyForward